

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Fin de fonction pour Karim Younes, nomination de Brahim Merad

P. 24

SITUATION EN PALESTINE

Réunion demain de l'AG de l'ONU à l'initiative de l'Algérie et du Niger

P. 24

EDUCATION NATIONALE

La révision des statuts des travailleurs débattue

P. 4

JOURNÉE DE L'ÉTUDIANT

L'Appel à la grève "résumait" la justesse de la cause nationale face au colonialisme

L'appel de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) pour une grève ouverte le 19 mai 1956, en pleine Guerre de libération nationale, "résumait" la justesse de la cause nationale face au colonialisme français et marquait une démonstration de la prise de conscience des étudiants et des lycéens qui ont rejoint la lutte armée, estime des historiens. "Avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres" : cette déclaration informe en elle-même sur "la profondeur du combat de nos lycéens et étudiants", dont l'engagement pour la libération du pays avait commencé avant mai 1956, selon Dr Mohand-Amer historien au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran.

Pp. 3 - 24



C N E S E

Journée d'études sur le partenariat public-privé

P. 3

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 70 dollars à Londres

P. 7

BOUMERDES

Découverte de la Galère portugaise, dangereuse pour l'homme

P. 8

SANTÉ

ANTI-STRESS Des massages du cou et des épaules

Pp 12-13

F O O T B A L L

NA HUSSEÏN-DEY

L'entraîneur Dziri quitte à l'amiable, Bouzidi ou Ighil pour lui succéder

P. 21



GHARDAÏA

Le costume traditionnel, symbole d'une élégance ancestrale

P. 16

TAMANRASSET

Une première expédition de viandes rouges vers Alger

P. 5

ALGER

Le programme de distribution d'eau potable établi pendant le Ramadhan reste inchangé (SEAL)



La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) a annoncé lundi dans un communiqué que le programme de distribution d'eau pour la capitale, établi pendant le mois de Ramadhan est toujours en vigueur et reste inchangé.

"Le programme de distribution d'eau potable établi le 7 avril 2021 durant le mois de Ramadhan pour Alger est toujours en vigueur et reste inchangé", a précisé la même source.

ADRAR

Incendie dans plusieurs locaux commerciaux de Souk El-Fellah de Reggane



Un incendie s'est déclaré mardi dans plusieurs locaux commerciaux de Souk El-Fellah de la ville de Reggane, au sud d'Adrar, a-t-on constaté.

Trois unités secondaires des services de la Protection civile de Reggane, Zaouiet Kounta et Oulef, appuyées par des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), sont intervenues aussitôt pour venir à bout des flammes.

Le sinistre n'a occasionné aucun dommage humain, a-t-on souligné sur place.

Une cellule de sécurité et technique a été installée pour recenser les dégâts et enquêter sur les circonstances exactes de cet incendie, a déclaré à l'APS le chef de daïra de Reggane, Nasreddine Abdelhakim Dessi.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN 46 listes validées à Tiaret

Au total, 46 listes de candidats de partis politiques et d'indépendants ont été validées dans la wilaya de Tiaret en perspective des élections législatives du 12 juin prochain, a-t-on appris lundi auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Ainsi, 25 listes d'indépendants ont été acceptés et 21 autres de candidats de partis politiques, soit un total de 552 candidats qui sont en lice pour décrocher les neuf sièges à l'Assemblée populaire nationale (APN), a-t-on indiqué, soulignant que les résultats des recours ont donné lieu à la validation de deux dossiers de partis politiques après rejet.

A noter que le nombre d'électeurs de la wilaya de Tiaret est de 562.698 répartis à travers 1.541 bureaux et 306 centres de vote.

ALGÉRIE - MOZAMBIQUE Création d'un Conseil d'affaires



La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et la Chambre Mozambicaine de Commerce ont signé lundi une convention portant création d'un conseil d'affaires algéro-mozambicain visant le renforcement de la coopération entre les institutions des deux pays dans les différents domaines de Commerce et d'investissement.

Selon un communiqué diffusé sur la page Facebook de la CACI, la cérémonie de signature, tenue par visio-conférence, s'est déroulée en présence de la Directrice générale de la CACI, Ouahiba Bahloul, du président de la chambre Mozambicaine de Commerce, Juliao Dimande, de l'ambassadeur d'Algérie en Mozambique, Mohamed Meziane, de l'ambassadeur du Mozambique en Algérie, Carvalho Muaria, ainsi que des représentants des ministères du Commerce et des Affaires étrangères.

La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de la redynamisation de la diplomatie économique à laquelle a appelé le président de la République et le ministère des Affaires étrangères afin de donner une forte impulsion aux hommes d'affaires en vue du renforcement des relations commerciales et économiques avec les deux pays, selon la même source.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN Les banques invitées à faciliter l'ouverture de comptes bancaires au profit des candidats (ABEF)



L'Association professionnelle des Banques et établissements financiers (ABEF) a adressé lundi un courrier aux banques de la place afin de faciliter l'opération d'ouverture de comptes bancaires au profit des candidats en lice aux législatives du 12 juin prochain.

"Dans le cadre de l'organisation des élections législatives prévues le 12 juin 2021, il vous est demandé de bien vouloir instruire le réseau de vos agences à l'effet de faciliter et d'apporter toute la célérité voulue pour permettre l'ouverture d'un compte bancaire au profit des candidats à l'élection législative, selon les dispositions de l'ordonnance n° 21-01 de la 10/03/2021 portant loi organique au régime électoral", lit-on dans ce courrier adressé par le délégué général par intérim de l'ABEF aux directeurs généraux des Banques.

Evoquant l'importance de cet événement, l'ABEF a invité les directeurs généraux des Banques à prendre en charge de "manière efficiente" cette opération, selon la même source.

CONSTANTINE

Chute mortelle d'une femme du haut du pont de Bab El Kantra



Une femme âgée de 28 ans a fait une chute mortelle lundi du pont de Bab El Kantra (Constantine) sur une hauteur d'environ 70 mètres, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la Protection civile (DPC).

La dépouille de la victime, dont l'identité n'a pas été déterminée, a été repêchée des berges du Rhumel par des éléments du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) relevant de ce corps constitué, a-t-on précisé à la cellule d'information et de communication de la DPC.

Pour rappel, un incident similaire a été enregistré hier (dimanche) par les services de la DPC qui sont également intervenus suite à la chute mortelle d'un homme du haut du pont de Medjaz Leghmem, situé au bas de l'avenue Rahmani Achour de la ville de Constantine.

MÉDÉA

Un ouvrier en bâtiment meurt enseveli dans une fosse



Un ouvrier en bâtiment est mort enseveli dans une fosse, lundi, en fin d'après-midi, sur un chantier situé dans la commune de Médéa, a-t-on appris, mardi auprès de la protection civile.

La victime, un quadragénaire, qui effectuait des travaux à l'intérieur d'une fosse d'une profondeur de trois mètres, dans un chantier de construction de logements, sis au nouveau pôle urbain de Médéa, a été surpris par l'effondrement d'un pan de la fosse et resté bloqué sous un amas de terre pendant plusieurs minutes, a indiqué la même source.

En dépit de la mobilisation de plusieurs secouristes et l'utilisation d'engins de travaux publics en vue de dégager la victime, les secouristes n'ont pu que déplorer le décès par étouffement de cet ouvrier, a-t-on ajouté.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la police judiciaire (PJ) de Médéa afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident, a-t-on encore signalé.

JOURNÉE DE L'ÉTUDIANT

L'Appel à la grève de l'UGEMA «résumait» la justesse de la cause nationale face au colonialisme (Historiens)

L'appel de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) pour une grève ouverte le 19 mai 1956 en pleine Guerre de libération nationale "résumait" la justesse de la cause nationale face au colonialisme français et marquait une démonstration de la prise de conscience des étudiants et des lycéens qui ont rejoint la lutte armée, estiment des historiens.

L'historien du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, Dr Amar Mohand-Amer, a soutenu, dans un entretien accordé à l'APS à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire de la grève des étudiants du 19 mai 1956, que l'appel du 19 mai 1956 lancé par l'UGEMA "résumait la justesse de la cause algérienne face au colonialisme français et la maturité et l'engagement de cette jeunesse qui, très rapidement, répond à l'appel du FLN", estimant que cet appel "devrait être enseigné dans les lycées et les universités".

"Avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres" : cette déclaration informelle en elle-même sur "la profondeur du combat de nos lycéens et étudiants", dont l'engagement pour la libération du pays avait commencé avant mai 1956, selon Dr Mohand-Amer.

Evoquant l'apport de cette grève au cours de la Révolution et l'adhésion des étudiants et lycéens aux rangs du FLN/ALN, Dr.

Mohand-Amer a affirmé que cette grève avait apporté "un nouveau souffle au FLN, un saut qualitatif, mais surtout une plus grande visibilité à l'international".

Par cette grève ouverte, souligne l'universitaire, les dirigeants du FLN/ALN avaient montré que la jeunesse instruite était "engagée et qu'elle était dans son rôle naturel, celui d'être côte à côte avec les Moudjahidate et Moudjahidine".

L'appel à la grève constituait aussi, selon l'historien, une réponse à "la propagande colonialiste, pour qui la révolution algérienne "se résumait à de groupes fanatiques de hors la loi et tégéridés de l'extérieur".

Concernant la recherche en histoire, à l'instar de celle de la



grève du 19 mai 1956, l'universitaire estime qu'elle devrait "sortir du commémoratif et du folklore au profit d'une véritable prise en charge sérieuse et académique".

"Ce serait le meilleur hommage à rendre à l'UGEMA, au sacrifice des étudiants et lycéens, et à l'histoire nationale", estime-t-il.

De son côté, l'enseignant de l'histoire à l'université de Chlef, Dr Mohamed Ben trar, qui intervenait, lundi, lors d'une conférence au Musée national du Moudjahid à Alger, la Guerre de libération nationale était "la seule guerre dans le monde qui a connu la participation de toutes les couches de la société".

"Des paysans, des vieux, des

jeunes, des femmes ...

y ont pris part, parce que c'était une guerre contre un colonisateur, dont le seul souci était d'effacer l'identité de la société algérienne", a-t-il souligné.

L'enseignant a évoqué également le rôle des étudiants algériens durant, et surtout avant la Guerre de libération nationale, soulignant que les premières organisations estudiantines remontent aux années 1920, dont l'Amicale des étudiants musulmans algériens, présidée en 1926 par Ferhat Abbas, selon M. Benrar.

Avant la grève du 19 mai 1956, qui a duré 17 mois, M.

Benrar rappelle qu'une autre grève de 15 jours avait été obser-

vée par l'UGEMA, qui était "une démonstration que les étudiants étaient conscients de la cause algérienne".

Lors de la même rencontre, Dr Amar Talbi a, dans un témoignage, confié qu'il était en Tunisie le 19 mai 1956, où il était étudiant à l'université Ez-zitouna depuis en 1951.

Au déclenchement de la guerre, Amar Talbi qui avait adhéré en 1953 au Parti du peuple algérien (PPA), était chargé des affaires culturelles à la section de l'UGEMA à Tunis, présidée à cette période-là par Abdelhamid Mehri, puis par Abderrahmane Chibane.

"Le premier groupe d'étudiants ayant répondu à l'appel de

la grève ont été envoyés au pays pour rejoindre les rangs du FLN/ALN et plusieurs d'entre eux étaient tombées au champ d'honneur à la frontière", a-t-il affirmé.

Durant la période de la grève, la situation sociale des étudiants algériens s'était beaucoup dégradée, souligne M. Talbi.

"Les étudiants algériens avaient trouvé l'aide et le soutien auprès de l'Union des étudiants tunisiens", témoigne-t-il.

L'ancien ambassadeur d'Algérie en Afrique du Sud, Noureddine Djoudi, a, dans un récent témoignage à l'APS, indiqué qu'il venait tout juste de terminer sa formation de professeur de littérature et de civilisation anglaise à Londres lorsque la direction du FLN, au milieu de 1955, l'avait engagé comme représentant en Grande-Bretagne.

"Mon rôle était de sensibiliser l'opinion publique de ce pays sur notre combat.

J'ai tissé des liens avec trois membres du parlement britannique qui m'avaient beaucoup aidé", a témoigné M.

Djoudi, dont la carte d'adhésion portant le n 2632 lui avait été délivrée dès la création de l'UGEMA, à la salle de la mutualité à Paris, en juillet 1955.

Ainsi, la grève du 19 mai 1956, ajoute M.

Djoudi, avait créé un lien entre l'UGEMA et les différentes associations estudiantines dans le monde. "Pendant deux ans, je sensibilisais dans les universités.

Il y avait l'engagement définitif.

On ne pouvait pas rester à l'écart de notre pays", note l'ancien ambassadeur qui dit avoir été "marqué" et "forgé" par le 8 mai 1945, affirmant que les Scouts musulmans et l'UGEMA représentaient, pour lui, "sa première école du nationalisme".

Madjid Brahmi, 1^{er} élève martyr à Bejaia en 1956 à porter la fièvre de la liberté

Il s'appelle Madjid Brahmi.

Il n'avait que 15 ans lorsque l'armée coloniale l'a brûlé vif dans l'incendie de sa maison familiale, localisée à Bouberka dans la région de Toudja à 35 km à l'ouest de Bejaia.

Il a été victime, d'une opération militaire punitive, infligée collectivement à tous les habitants du Hameau, accusés de soutenir la révolution et de cacher des moudjahidines dans leurs abris.

Lui, ses parents et sa sœur ont été littéralement calcinés.

Et pas moins de 23 autres personnes ont subi le même sort au terme de cette journée funeste du 23 mars 1956, et au cours de laquelle même les femmes enceintes n'ont pas pu avoir grâce aux yeux de leurs bourreaux, à l'instar de Fatima Debbou, épouse du grand moudjahid, Mohand Arab Debbou, qui a subi l'épreuve du feu sans la moindre pitié, selon le récit d'un témoin du village, Arif Sahelia, ami et copain

d'école de Madjid, qui tous deux fréquentaient le même établissement primaire à Toudja, "l'école Maurice Donanin", en l'occurrence.

"C'était un véritable carnage avec des scènes d'horreurs insoutenables", se souvient-il encore la gorge nouée d'émotion et accablé par l'atrocité d'un souvenir indélébile, celui du "mélange des cendres des maisons aux restes humains calcinés".

Madjid, qui savourait ses vacances de pâques à la maison, s'appropriait à repartir à Bejaia et y rejoindrait les bancs de son collège, l'actuel "lycée Ibn Sina" où il était élève en classe de 3ème.

Il a été sauvagement ravi à la vie.

Mais sa mort, n'a pas été vaine. Elle a été le catalyseur d'un soulèvement généralisé de collégiens et lycéens dans la région voire dans tout le pays, qui par cohorte, à l'appel de l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens)

ont, troqué leur banc d'école contre les maquis et leurs stylos contre les fusils.

"Avec un diplôme de plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres"

En effet, dans cet appel historique, le nom de Madjid Brahimi, y est évoqué en exemple à méditer pour s'engager dans le combat libérateur, car, y est-il souligné, non sans pertinence, qu'"Avec un diplôme de plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres".

Si bien que rapidement la fièvre du sacrifice s'est installée.

"A la rentrée des vacances de pâques, l'ambiance était lourde à cause de la mort de Madjid et celle de Bouraoui dans la région voisine de Jijel", se souvient pour sa part, Djoudi Attoumi, historien et ancien officier de l'ALN, qui bien que pensionnaire alors dans une école de com-

merce à Alger, en a violemment ressenti les effets, à l'instar de tous ses camarades, envahis, désarmés de peine et de colère.

"Après ça, tout a basculé", dit-il en évoquant le flux nominatif de tous les jeunes montés au maquis dont "plus de 80 % n'en sont jamais revenus", a-t-il soutenu.

Une association de la commune de Toudja, "Toudja moudjahidine de l'ALN", a dénombré le sacrifice suprême de 10 lycéens et étudiants dans la seule circonscription, laquelle, durant la guerre de libération, a donné 700 martyrs.

En fait, dès la fin des vacances de pâques, les élèves ont commencé à s'organiser sous la houlette du moudjahid Larbi Touati et de feu Mohamed Seddik Bneyahia, l'ancien ministre des affaires étrangères de l'Algérie indépendante et maître d'intervenant alors, engagés tous deux à constituer un premier noyau de résistance au sein de l'établissement, a confié à l'APS, en 1996,

feu Arezki Boucheffa, figure de proue de ce mouvement alors.

Leur action s'est soldée en quelques jours, par l'organisation d'une journée de deuil à la mémoire de Madjid Brahmi et la paralysie de l'établissement et la distribution soutenue de tracts pour dénoncer le crime dont il a été l'objet.

Percevant cette action comme un défi, l'administration coloniale a alors décrété une chasse à l'homme, traquant tous les jeunes qui y étaient impliqués.

Beaucoup ont été arrêtés et placés en détention soit dans les commissariats soit dans les prisons. "Mal lui a pris", a-t-il encore rapporté, expliquant que "c'est dans ces lieux, privatif de liberté que la vraie conscience s'est aiguisée et affirmée. Le drame dans son horreur était devant nous". Et depuis, la machine de la résistance s'est installée et n'a pris fin qu'avec l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale.

EDUCATION NATIONALE

La révision des statuts des travailleurs débattue

La révision des statuts des travailleurs de l'Éducation a été débattue lors des premières séances de travail "bilatérales" ayant regroupé, lundi, le ministère de l'Éducation nationale avec les syndicats du secteur.

La rencontre du 10 mai a connu trois séances "bilatérales" ayant regroupé le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'Éducation "Cnapeste", l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPE) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ainsi que le Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTÉ).

Selon le ministère, ces rencontres interviennent "en continuité de la série de rencontres consultatives entre les deux parties et qui devront englober 23 syndicats, d'autant qu'elle sont consacrées essentiellement au débat et à l'examen des dispositions et mécanismes de révision du statut particulier et des questions à caractère socio-professionnel des affiliés au secteur".

Cette rencontre intervient également dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné, lors du Conseil des ministres qu'il avait présidé le 2 mai courant, d'ouvrir le dialogue avec les différents partenaires sociaux en vue d'améliorer la situation socio-professionnelle des affiliés au secteur et de réviser le statut de l'enseignant.

Dans une déclaration à la presse aux termes de la réunion ayant regroupé le syndi-



cat avec le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, le Coordonnateur national du Cnapeste, Salim Oualha a indiqué que la séance a focalisé sur les voies et moyens de révision du statut du secteur, ajoutant qu'"une proposition a été soumise par le ministère, comprenant les mécanismes à même de revoir le statut particulier.

Une proposition qui sera examinée d'autant que l'avis en sera émis après une séance d'évaluation au niveau du syndicat", a-t-il dit.

Selon la même source, l'accès a été mis sur "les revendications relatives à l'amélioration du pouvoir d'achat, au droit à la retraite sans condition d'âge et aux libertés syndicales. En contrepartie, le ministère a

promis, selon la même source, de résoudre les questions relatives à des points liés au recrutement, au recours aux Instituts supérieurs ainsi qu'au règlement des salaires en suspens.

De son côté, le SG de l'Union générale des travailleurs de l'Éducation (UGTE) affiliée à l'UGTA, a affirmé que la rencontre avait permis de passer en revue 25 questions, notamment la loi relative aux personnels du secteur "toutes dimensions confondues", l'unification du classement des enseignants des trois cycles d'enseignement et l'organisation d'un concours de recrutement annuel. Le Syndicat a également proposé l'installation d'un "Conseil supérieur de l'Éducation", et a fait des suggestions liées au Conseil

national des programmes (CNP), la réinsertion de l'enseignement technique et de la filière sciences islamiques dans le palier secondaire, outre le livre scolaire et le dossier des œuvres sociales.

A cette occasion, le SG a salué la décision du président de la République annoncée le 2 mai courant, se disant optimiste quant à l'amélioration, dans un futur proche, de la situation des travailleurs du secteur, invitant la tutelle à "intensifier le dialogue et la concertation avec les partenaires sociaux ne ce serait-ce que pour contenir la situation actuelle".

Par ailleurs, le SG du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTÉ) a plaidé pour la révision de cette loi qui, a-t-il dit, "sert une catégorie aux dépens d'une autre", mais également la révision des Statuts et du point indiciaire.

A noter que la rencontre prévue demain mardi sera consacrée à la réception des représentants de l'Union nationale des travailleurs de l'Éducation et de la Formation (UNPEF), l'Union nationale des travailleurs de l'Éducation (SNTÉ) et le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement primaire (SNAPEP), selon des sources du ministère.

MODERNISATION DU SECTEUR DE LA JUSTICE

Exposé sur la numérisation des méthodes de gestion judiciaire

Le ministère de la Justice a annoncé lundi dans un communiqué la présentation demain mardi d'un exposé détaillé sur les méthodes de gestion judiciaire adoptées par le secteur en matière de numérisation. Au plan dudit exposé, dont la présentation est prévue au siège de la Direction générale de la modernisation de la Justice (DGMJ) à Bir Mourad Raïs, figure "des éclaircissements de plusieurs axes, notamment le portail de la loi algérienne et les acquis réalisés dans le cadre de l'amélioration du rôle de ce portail à travers la création d'un moteur de recherche pour faciliter l'accès à l'information juridique et à la jurisprudence établie par les spécialistes en droit et les opérateurs économiques".

Le portail permet également de prendre connaissance "des réalisations du secteur de la Justice en matière de prestation de services judiciaires à distance à la hauteur des aspirations des différentes franges sociales, comme la possibilité d'accéder gratuitement aux décisions prises par la Cour suprême entre 1989 et 2019, soit 30 ans de décisions publiées et classées selon les chambres et les sujets, ainsi que les décisions promulguées par le Conseil de l'Etat".

C'est aussi 30 ans de "jugements prononcés par la Chambre du commerce, de la marine ou la chambre sociale, avec la possibilité de s'informer sur les divers numéros des revues judiciaires publiées par la Cour suprême".

Le portail en question, lit-on dans le communiqué, permet de "conférer une

vision transparente et future sur les applications judiciaires des dispositions légales, de manière à faire intégrer davantage la loi algérienne dans la recherche scientifique dans les domaines juridiques et au profit des opérateurs économiques algériens et étrangers, notamment lorsqu'il s'agit du monde du commerce et du climat des affaires". De surcroît, un projet d'envergure sera annoncé, lequel consiste à

"créer une plateforme numérique d'échange de requêtes et de notes entre les avocats dans le domaine civil hors-avocats, et ce dans le cadre de l'approche visant le transfert progressif vers l'E-justice après adaptation du système judiciaire".

Au plan de cet exposé d'évaluation, seront évoqués, par ailleurs, "les perspectives futures du secteur de la Justice", a conclu le communiqué.

HABITAT - ENTREPRENEURIAT

Rencontre d'évaluation avec des micro-entreprises bénéficiaires de plans de charge

Le secrétaire général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex-ANSEJ) Abdennour Ghellab a présidé lundi une rencontre regroupant des représentants de onze (11) micro-entreprises d'hygiène et d'assainissement ayant bénéficié de plans de charge dans le cadre de l'application de la convention signée entre les deux agences.

Chaque entreprise avait signé un contrat renouvelable tous les 20 ans d'une valeur de quatre millions de dinars par an, selon un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises.

Lors de cette rencontre, tenue en présence du directeur général adjoint de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) au siège de l'agence locale de

Bejaia, M. Ghellab a donné des explications sur la teneur de la convention et son rôle dans l'octroi de plans de charge au profit des micro-entreprises. Il a également écouté les préoccupations des entrepreneurs. L'ANADE est en passe d'appliquer les axes de sa nouvelle stratégie, notamment l'encouragement de la sous-traitance avec les entreprises nationales publiques et privées, permettant ainsi de relancer les micro-entreprises créées dans ce cadre, a affirmé M. Ghellab.

L'AADL et l'ANADE ont signé le 2 décembre 2020 une convention visant principalement l'encouragement et le soutien aux micro-entreprises pour accéder à la demande publique et bénéficiaire de la sous-traitance dans le cadre de projets à caractère public dans le secteur de l'habitat.

CNESE

Journée d'études sur le partenariat public-privé

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) organisera mardi à Alger une journée d'études sur le partenariat entre les secteurs public et privé avec la participation de représentants de différents départements ministériels, instances et entreprises publiques et privées, a indiqué lundi un communiqué de l'institution consultative. Ce modèle de partenariat "revêt une importance majeure et constitue un choix stratégique pour l'Algérie" en ce qu'il "tend à rationaliser les dépenses publiques et à alléger le fardeau découlant du recours au modèle classique qui dépend du Trésor dans le financement, la réalisation et la maintenance des infrastructures et des installations publiques", a précisé le CNESE. Pour atteindre cet objectif, l'Algérie compte "mettre en place une politique permettant au secteur privé national et étranger d'adhérer à cette démarche stratégique dans le cadre de différents contrats de partenariat public-privé", a ajouté la même source.

Des représentants du patronat, de banques nationales, de compagnies d'assurance et de la société civile, ainsi que des chercheurs ne prendront part à cette journée d'étude qui entend permettre aux responsables de la gestion du partenariat privé-public, aux juristes, aux conseillers techniques et aux avocats de maîtriser les procédures juridiques et institutionnelles nécessaires au succès des projets tracés au titre de ce type de partenariat. La rencontre sera également mise à profit pour prendre connaissance de l'expérience algérienne en la matière dans nombre de secteurs, notamment au niveau du port de Béjaïa et les projets de dessalement de l'eau réalisés dans le cadre de ce partenariat. La journée d'étude verra également la participation d'experts internationaux qui enrichiront les débats, par visioconférence, depuis le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, le Cameroun et la Tunisie.

AFRIQUE - FINANCES - SOMMET

M. Benabderrahmane participe au sommet sur le financement des économies africaines à Paris

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'est rendu lundi à Paris, pour représenter le président de la République, aux travaux du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement sur le financement des économies africaines, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cette rencontre de haut niveau, qui se tient mardi à la capitale française, réunira les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des représentants de pays africains et de certains pays avancés. Elle verra également la participation de hauts responsables d'organisations internationales et régionales, a précisé la même source. L'objectif de cette rencontre "est d'offrir une occasion pour les participants d'échanger sur les nouvelles solutions pour assurer une reprise économique et un financement plus durable des économies africaines, notamment dans ce contexte de crise", provoqué par la Covid-19, a souligné le ministère. La rencontre constituera également "une plateforme pour les dirigeants africains d'exposer les préoccupations du continent en matière de développement post-pandémique". L'idée de cette conférence a germé en automne dernier lorsque le Fonds monétaire international (FMI) a établi que le continent africain risque de se heurter à un déficit de financement d'environ 290 milliards de dollars d'ici 2023, a rappelé la même source. Le communiqué rappelle que la croissance du continent, qui a reculé l'année passée (-2,1%) pour la première fois en un demi-siècle, devrait rebondir en 2021 et 2022, et que le moratoire sur le service de la dette publique adopté par le G-20, est de nature à accorder pour nombre de pays un sursis. Toutefois, ces mesures demeurent "insuffisantes pour contrebalancer les effets dévastateurs de la crise sanitaire qui a charrié dans son sillage une crise économique sans précédent", a tenu à relever le ministère. Ainsi, la recherche de solutions novatrices à même d'assurer les liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de la lutte contre la pandémie et permettre une relance d'une croissance pérenne et d'un développement durable de l'Afrique, sera au coeur des discussions du sommet de Paris, note la même source.

TAMANRASSET

Une première expédition de viandes rouges vers Alger

Une première expédition de viandes rouges, destinées à l'approvisionnement des marchés du Nord du pays à partir des régions du Sud, a pris le départ lundi soir de Tamanrasset vers la wilaya d'Alger, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Cette première expédition, qui sera suivie d'autres à une fréquence hebdomadaire, est constituée de huit (8) tonnes de viandes rouges, englobant 30 têtes bovines et 10 têtes ovines, a-t-on précisé en signalant que l'opération ne manquera pas de créer une dynamique économique localement et de générer des emplois.

Assurée par un opérateur économique local, en présence des autorités et de représentants locaux des secteurs de l'Agriculture et du Commerce et ceux de l'Inspection vétérinaire, cette expédition a été précédée d'une vérification des conditions adéquates de stockage et de transport de ces viandes sur un camion frigorifique.

Des contrôles de la qualité de la viande pour la consommation et d'inspection des conditions requises en matière d'abattage et de stockage avaient également été menés par les services compétents, a assuré le responsable du service de production et d'appui technique à la Direction des Services agricoles (DSA), Abdelkader Chouïef.

TISSEMSILT

Visite pédagogique à des sites archéologiques classés

Une visite pédagogique à des sites archéologiques classés dans la liste nationale des biens culturels a été organisée lundi dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la direction de la culture, initiatrice de l'initiative.

Co-organisée avec l'antenne de wilaya de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, cette visite au profit d'adhérents des établissements culturels de la wilaya a été consacrée à trois sites archéologiques classés monuments nationaux que sont le fort de Taza, dans la commune de Bordj Emir Abdelkader édifié par le fondateur de l'Etat algérien moderne, les sépultures romaines à Ain Tekria (Khémisti) et l'abri rocheux d'Ain Sfa à Tissemsilt.

Cette initiative a été encadrée par des spécialistes et chercheurs en archéologie, des cadres de l'annexe de l'Office et des fonctionnaires du service protection du patrimoine matériel à la direction de la culture.

L'organisation de telles visites vise à faire découvrir aux adhérents des établissements culturels dont les bibliothèques communales et la maison de la culture, des sites archéologiques classés à la liste nationale de biens culturels dont recèle la wilaya et les efforts fournis par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels pour les protéger et les valoriser.

Le mois du patrimoine sera clôturé mercredi prochain avec l'organisation d'activités qui seront abritées par la commune de Bordj Emir Abdelkader dont des expositions sur le site de Taza, l'exposition des produits d'artisanat, une communication pour faire connaître ce site archéologique et la projection d'une vidéo sur les fouilles menées sur ce site des années durant.

ORAN

Visite guidée à l'ESAM au profit des journalistes

Une visite guidée au niveau de l'Ecole supérieure de l'administration militaire (ESAM) Moudjahid Akhamkh Moussa relevant de la deuxième Région militaire (2e RM) à Oran a été organisée lundi au profit de représentants des médias qui ont eu l'occasion de s'intéresser à l'évolution de cet établissement qui assure une formation de qualité en adéquation avec le développement de la technologie dans le domaine de l'administration militaire.

"Cette visite se veut une opportunité de plus pour la famille de la presse de s'informer de près des missions dévolues à cette école, à ses différentes activités dans le domaine de la formation universitaire suivant le système licence-master-doctorat (LMD) et les conditions et modalités d'y accéder", a indiqué le Commandant de l'ESAM, le général Gharbi Ahmed.

Le système de formation de l'Armée nationale populaire (ANP) "ne se limite pas à la qualification, au savoir-faire, aux connaissances et aux sciences militaires, mais inclut aussi le respect des engagements envers l'armée et la patrie", a-t-il souligné.

Cette visite de l'ESAM entre dans le cadre du renforcement du travail de proxi mité et du lien avec les citoyens contenu dans le programme de communication tracé par le Haut commandement de l'ANP et ayant pour stratégie de faire connaître les établissements de formation militaire dans le cadre du renforcement du lien



"Armée-nation", a indiqué le commandant de l'école.

Le commandement de l'Armée nationale populaire accorde un intérêt majeur au rôle de la presse, notamment pour éclairer l'opinion publique sur les efforts déployés pour la protection et la défense du pays", a indiqué le général Ahmed Gharbi.

A l'occasion de cette visite, le Directeur général de l'enseignement de l'ESAM, le colonel Benzaidi Nasreddine, a présenté un exposé sur cet établissement de formation, abordant les différentes

étapes historiques et les programmes de formation, qu'il a connues, de même que ses capacités et les moyens pédagogiques utilisés, ainsi que la collaboration pédagogique avec différentes universités et les conditions d'accès.

Cette visite a permis également à la famille de la presse de découvrir les structures de l'ESAM et de connaître les moyens d'enseignement mis à la disposition des étudiants, les salles pédagogiques de l'Ecole et les équipements utilisés durant leur parcours de formation, lequel s'appuie sur

des moyens de technologie moderne. A noter que la formation a été dispensée à distance l'année dernière en application du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de la Covid-19. Les représentants des organes de presse ont visité la bibliothèque de l'Ecole supérieure de l'administration militaire, entièrement numérisée qui dispose dans ses rayons des livres de valeur dans différentes spécialités pour encourager ses élèves à la lecture et à la réalisation des mémoires de fin d'études.

EL TARF

Plus de 500 millions de dinars pour des projets d'AEP au profit des zones d'ombre

Plus de 525 millions de DA ont été dégagés pour le financement de projets d'alimentation en eau potable (AEP) au profit de plus de 60 zones d'ombre relevant de la wilaya frontalière d'El Tarf, a-t-on appris lundi auprès de la direction des ressources en eau.

Cette dotation financière est destinée à la concrétisation de 72 projets d'AEP à travers divers localités et hameaux déshérités dépendant des communes de Boutheldja, Cheffia, Zitouna, Bougous, Tarf, Bouhadjar, Ain El Assel, Ain Kerma, Hammam Beni Salah, Oued Zitouna, Ben M'Hidi, El Chatt, Dréan, Chihani, Besbes, Zerizer et El Kala, a indiqué à l'APS le directeur des ressources en eau Nacer Mokhnache.

Ces projets permettront l'alimentation en eau potable de quelque 48.604 âmes, résidant à travers les zones d'ombre de Lbrakna, Fedaoûi Moussa,

Mekkassa, Nedjou Bekhouche, Tefaha, Meradia, Khemssa, Statir, Boumia, Bourdime, Saad, El Hammam, Ouled Rhim et Hammam Sidi Trad, El Annab et Djantoura entre autres, a-t-il également fait savoir.

Plus d'une cinquantaine de projets, portant notamment sur la rénovation et l'extension du rés eau d'AEP, de raccordement de station de pompage aux réservoirs d'eau et d'assainissement de réseaux, sont en cours ou en voie de lancement, a déclaré le même responsable. Tout en signalant l'achèvement des travaux ayant trait à l'alimentation en eau potable d'un groupe de logements implantés dans la Mechta Oum Laagrareb et d'autres relatifs à la rénovation et l'extension du réseau d'AEP dans la Mechta Ouled Boubaker (commune de Boutheldja) ainsi que le captage d'eau à Boumia (Hamma Beni Salah), la même source a précisé que

les travaux de réalisation d'un forage à Mechta N'Chima (Ben M'Hidi) ont été achevés en attendant l'acheminement de l'énergie électrique par l'APC concernée.

Différents chantiers en cours, à travers différentes zones d'ombre, font l'objet d'une inspection régulière du chef de l'exécutif local qui, à chaque fois, réitère l'importance de l'impact de ces projets sur l'amélioration des conditions de vie des habitants en zones d'ombre notamment, a ajouté le DRE.

Selon M.

Mokhnache, le wali Harfouche Benarar a mis l'accent, lors de ses sorties d'inspection, sur l'impact de ces projets de développement, particulièrement ceux liés à l'adduction de l'eau potable qui ont pour but de garantir la disponibilité de ce produit vital et favoriser la fixation des populations concernées sur leur lieu de résidence.

MOSTAGANEM

Baisse sensible du prix de la sardine

La wilaya de Mostaganem a enregistré une baisse sensible du prix de la sardine dans les marchés de gros et de détails de poissons dans ces dernières 48 heures, a-t-on appris lundi à la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya.

Le prix de la sardine a connu, dimanche et lundi, une baisse sensible, a indiqué à l'APS le directeur de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya, Abdelhafid Zenasni, soulignant que le cageot à été créé entre 1.500 DA et 3.500 DA au marché de gros et le kilogramme entre 200 DA et 300 DA au marché de détail.

La baisse des prix par rapport à la période précédente, a-t-il expliqué, est motivée par une offre importante dans les deux derniers jours par la sortie en

mer d'un grand nombre de sardiniens durant les jours de fête de l'Aïd El Fitr, faisant savoir qu'une quantité de 4.280 kilos de sardine a été réceptionnée dimanche et 2.260 autres kilos de ce produit ont été livrés lundi dans le port de Mostaganem.

M. Zenasni a souligné que ce bond quantitatif de la production halieutique infirme la thèse selon laquelle il y a une baisse de la biomasse au niveau de la wilaya de Mostaganem, exhortant les professionnels à préserver la ressource halieutique et à respecter la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne la quantité de poisson commercialisée.

Le directeur de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Mostaganem a mis en exergue les indi-

cateurs positifs qui renseignent sur la disponibilité du poisson bleu cette année, notamment avec l'apparition de grands bancs près des côtes avec une abondance le long de la bande côtière récemment.

Signe annonciateur de l'arrivée proche du cycle reproducteur entre juillet et septembre prochains.

La flottille de pêche de la wilaya de Mostaganem compte 248 bateaux de pêche, soit 71 sardiniens, 47 chalutiers et 130 petits métiers qui accostent au port commercial de Mostaganem, aux abris de pêche de Sidi Lakhdar et de Salamandre et dans neuf (9) sites d'échouage sur un littoral de plus de 124 kilomètres, a-t-on relevé de même source.

START-UPS

L'innovation, un moyen pour relever le défi du développement durable (Conférence)

Les participants à une conférence régionale sur les startups ont plaidé lundi à Ghardaïa pour l'exploitation de la technologie et de l'innovation comme moyen pour relever le défi du développement durable dans le pays notamment dans les régions du Sud.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence régionale des Start-ups dédiée aux wilayas du Sud du pays, dénommée "Ghardaïa Disrupt", des membres du Gouvernement ont mis en exergue l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs et partenaires du développement pour la démocratisation de l'utilisation de la technologie digitale et de l'innovation dans la création de la richesse et la réduction de la dépendance de l'étranger en matière de maintenance, de pièces de rechange et autres outils.

"L'objectif étant, à travers l'encouragement à l'utilisation de la technologie digitale et l'innovation, d'enrichir les services à forte valeur ajoutée pour les startups et de susciter un impact positif pour relever le défi du développement durable, avec la participation de tout le monde, chacun dans son secteur", a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie de la Connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

Le ministre a exhorté les participants à cette rencontre, particulièrement les jeunes, à avoir confiance en leurs compétences et en leur potentiel mais aussi à veiller à s'inscrire dans tous les efforts de développement menés à l'échelle nationale.

Il a rappelé, à ce titre, que "l'accompagnement des projets innovants des jeunes figure parmi les priorités du programme d'action du Gouvernement pour la création de richesse et d'emplois", ajoutant que "l'appui des Startups constitue l'un des supports pour la relance d'un nouveau modèle économique durable reposant sur la nouvelle technologie et l'économie du savoir".

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, de son côté, que l'organisation de ces conférences régionales des startups montre "l'attention accordée par l'État aux entreprises émergentes et innovantes", estimant que "l'innovation est la seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques et les compétences des jeunes".

"Le secteur de l'Énergie accompagne les startups et les entreprises émergentes pour la création d'emplois et la réduction de la dépendance des recettes des hydrocarbures", a-t-il ajouté, avant de souligner que "les richesses de l'Algérie ne sont pas souterraines, mais sur la terre de notre pays, à travers un potentiel humain compétent et compétitif".

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Bengrina a relevé que "le pays a besoin des compétences et de l'innovation, seuls moteurs pour le développement économique dans toutes les régions du monde".

Les représentants du Gouvernement ont été unanimes à souligner que le passage rapide vers l'économie basée sur la connaissance, nécessitait la fédération et l'intensification des efforts de tous les acteurs algériens, basés en Algérie ou à l'étranger, pour atteindre cet objectif.

Le wali de Ghardaïa a souligné l'objectif de l'organisation de cette rencontre, en présence d'un panel de cadres, de compétences universitaires et de représentants d'entreprises et de banques, qui vise à accompagner les startups, celles ayant de grandes ambitions, notamment dans la région de Ghardaïa.

Auparavant, les ministres ont visité une exposition de travaux de startups de wilayas du Sud, tout en engageant avec les exposants des échanges sur les difficultés rencontrées.

Pour de nombreux promoteurs de startups approchés par l'APS, cette conférence a permis d'échanger les expériences, et d'examiner les différents problèmes rencontrés par les startups, notamment l'approvisionnement en matière première ainsi que le financement des projets, en plus de susciter une réflexion sur les solutions à adopter.

Les participants ont, dans ce sens, estimé que le diagnostic de ces contraintes constitue une étape importante dans le processus de renforcement de leurs capacités de croissance.

Les travaux de cette rencontre régionale se poursuivent sous forme de rencontres-débats sur la thématique de l'entrepreneuriat, les startups et l'innovation dans les domaines des techniques agricoles et hydrauliques, de l'économie circulaire et de l'environnement ainsi que les énergies renouvelables, en présence d'experts algériens et étrangers qui présenteront des exposés ainsi que des universitaires.

Une cérémonie de remise de prix aux meilleures startups du Sud est prévue à la fin de la rencontre.

SYSTÈME NATIONAL D'INNOVATION

Les mécanismes nécessaires pour pallier les insuffisances mis en avant

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha a passé en revue, lundi à Alger, les différents mécanismes mis en place par le Gouvernement en vue d'encourager les porteurs de projets innovants parmi les nouveaux diplômés du secteur de la Formation professionnelle.

Cette manifestation vise "la création d'un système efficace, complémentaire et cohérent, œuvrant à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale, à savoir la concurrence des établissements économiques en général et industriels en particulier", a précisé M. Bacha dans un message lors de l'ouverture de la première édition du "Salon national d'innovation pour la formation et l'enseignement professionnels", organisé par le ministère de la Formation professionnelle les 17 et 18 mai courant au CIC "Abdellatif Rehal".

Le ministre a également mis en avant les efforts sectoriels conjugués pour parvenir à des mécanismes efficaces à même d'offrir un climat favorable aux porteurs de projets innovants, parmi les diplômés des établissements des secteurs de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur, en vue de concrétiser véritablement leurs projets sur le terrain".

Il s'agit, entre autres, du Prix national de la Petite et moyenne entreprise (PME), sous forme d'aide financière accordée aux trois premières entreprises, ainsi que la reconsidération et l'élargissement du réseau des incubateurs, eu égard à leur rôle dans la for-



mation, l'encadrement et l'accompagnement des porteurs de projets innovants.

L'année dernière, poursuit-il, ont été enregistrés au sein de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), 710 brevets d'innovation et 7744 marques déposées.

A été mis en place également un réseau de 88 centres d'appui à la technologie et à l'innovation dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO), dont deux se situent aux centres de formation professionnelle à Bejaïa et Alger.

Pour le ministre, ces centres se veulent "une banque informatique de la propriété intellectuelle" permettant aux

porteurs de projets de tirer profit d'une expérience de qualité et obtenir des données technologiques de grande valeur ajoutée.

Figurent également, parmi les mécanismes, la création de centres techniques pour l'accompagnement et le développement des filiales industrielles dans les domaines de la recherche et de l'innovation, mais également de clusters offrant aux établissements industriels les voies et moyens de recherche et d'innovation.

Dans un autre registre, M.

Bacha a mis en valeur le rôle de son département dans la diversification de l'économie nationale, la création des richesses et des postes d'emploi, estimant nécessaire de

mettre en valeur la connaissance, l'innovation et le développement technologique.

Pour ce faire, poursuit-il, le secteur de la Formation professionnelle demeure un instrument efficace pour réaliser les objectifs escomptés, de par sa contribution à orienter les offres de la formation vers les métiers comptant sur l'innovation et les nouvelles technologies, comme la numérisation, l'intelligence artificielle communément appelée "Industrie 4.0".

Revenant sur les insuffisances enregistrées au niveau du SNI, le ministre a cité l'absence d'une agence nationale d'innovation dont la mission principale serait de promouvoir les politiques nationales dans ce sens, l'absence de laboratoires et centres de recherche au niveau des établissements économiques, ainsi que le manque de ressources financières pour mener à bien les projets innovants.

Le ministre a néanmoins regretté la place qu'occupe l'Algérie qui vient "en queue du classement mondial d'innovation, à savoir 121ème sur 131 positions dans l'indice mondial de l'innovation 2020, alors qu'elle ne manque pas de ressources humaines innovantes", a-t-il conclu.

ALGÉRIE - EGYPTE

Coopération dans le domaine des micro-entreprises

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte à Alger, Aymen Mechrafa, avec lequel il a examiné la coopération bilatérale dans le domaine des micro-entreprises et de l'entrepreneuriat, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a porté sur des questions d'intérêt commun, notamment la créa-

tion d'opportunités de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine des micro-entreprises et de l'entrepreneuriat afin d'offrir la chance aux jeunes entrepreneurs des deux pays pour la réalisation des projets communs, a précisé le document.

A cette occasion, M. Diafat a fait part de la disposition de son département à étudier toutes les opportunités et les initiatives de coopération permettant la relance

et le renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'Égypte dans le domaine économique, en encourageant la micro-entreprise à s'ouvrir aux différents marchés extérieurs.

Pour sa part, le diplomate égyptien a affirmé sa volonté de mettre en place un programme de coopération à même de renforcer les relations économiques bilatérales au mieux des intérêts des deux pays, a conclu le communiqué.

EL-OUED

Plus de 100.000 hectares de Colza, la saison prochaine

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) a arrêté pour la saison prochaine un programme visant à étendre à plus de 100.000 hectares les superficies consacrées à la culture du Colza à travers le pays a affirmé lundi dans la wilaya d'El-Oued, un responsable de l'Institut technique des grandes cultures.

S'exprimant lors du lancement officiel, dans le cadre d'une délégation du MADR, de la première campagne nationale de récolte du Colza, le directeur général de l'Institut technique des grandes cultures, Mohamed El-Hadi Sakhri a ainsi indiqué que, dans le cadre de la nouvelle orientation économique, les pouvoirs publics attachent un grand intérêt aux cultures stratégiques industrielles, en tant qu'al-

ternative susceptible de réduire la facture des importations.

Pour atteindre cet objectif reposant sur le développement de l'agriculture comme option "judicieuse" en vue de dégager des ressources alternatives aux hydrocarbures, plusieurs programmes encourageant l'investissement dans les cultures stratégiques ont été envisagés dans le cadre de la feuille de route du secteur 2020-2024, a-t-il souligné.

Les instances de tutelle ont préconisé, au titre de leur programme relatif à l'agro-industrie, une diversification des cultures destinées à la production de graines d'huiles végétales (huile de table), lors des prochaines saisons agricoles, dans une deuxième étape après l'extension de la culture du Colza, a ajouté

M.Sakhri. De son côté, le directeur de la protection des végétaux et du contrôle technique au MADR, Rabah Filali a fait savoir que le ministère a mis en place des commissions d'orientation et d'accompagnement dans 29 wilayas ou a été lancée la campagne de récolte du Colza, couvrant une superficie globale de 3.000 hectares.

Travaillant selon les recommandations de la commission nationale sous l'égide du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ces commissions s'emploient à apporter soutien et orientation aux agriculteurs durant la campagne de récolte, surtout en matière de mobilisation des moissonneuses, des moyens de transport et des structures de stockage de ce produit stratégique.

Les services du MADR ont

arrêté un plan d'action promoteur en matière de cultures stratégiques dans différentes wilayas du pays, en encourageant les agriculteurs à investir dans les cultures industrielles et en cherchant des opérateurs dans l'industrie de transformation, de sorte à permettre aux agriculteurs d'écouler leurs productions, en plus de promouvoir le produit alimentaire local et ne pas recourir à l'importation, a également expliqué M. Filali.

Le lancement de la campagne de récolte du Colza, la première du genre, a eu lieu au niveau d'une exploitation de neuf (9) hectares, située dans la zone agricole de "Ghediret Ezzouaïdia", dans la commune de Benguecha (140 km du chef lieu de wilaya d'El-Oued).

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 70 dollars à Londres

Les cours de pétrole retrouvaient mardi des niveaux plus vus depuis près de deux mois et demi, portés par la levée progressive des restrictions notamment en Europe qui charrie les espoirs d'une reprise vigoureuse de la demande d'or noir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait ce matin 70,08 dollars à Londres, en hausse de 0,89% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juin s'appréciait de 0,77%, à 66,78 dollars.

Les cours du Brent et du WTI ont respectivement atteint plus tôt dans la séance 70,24 et 67,01 dollars, une première depuis le 8 mars, leur sommet de l'année.

Les contrats à terme du brut sont soutenus par les réouvertures en Europe et aux Etats-Unis, ont souligné des analystes. Selon eux, l'efficacité des vaccins contre les



variants actuels rendent les investisseurs optimistes. Les vaccins de Moderna et Pfizer/BioNTech devraient rester efficaces contre le variant indien du coronavirus,

selon des travaux préliminaires menés par des scientifiques américains et rendus publics lundi, des recherches qui doivent néanmoins être validées par des pairs avant d'être publiées dans une revue scientifique.

Le pétrole profitait également de la faiblesse du dollar, un mécanisme qui rend le brut plus attractif car meilleur marché. Ainsi le dollar index, qui compare le billet vert à d'autres grandes monnaies, touchait mardi son plus bas depuis fin février.

Mais la reprise de la demande en Asie reste menacée, ont tempéré des analystes.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL
L'édition de Singapour annulée

Le Forum Economique mondial, connu sous le nom de Forum de Davos, annule l'édition 2021 qui devait se tenir à Singapour, ont annoncé lundi ses organisateurs, précisant que la prochaine rencontre n'aura lieu qu'au premier semestre 2022.

Le lieu mais aussi la date définitive seront déterminés ultérieurement, en fonction d'une réévaluation de la situation au cours de l'été, ont précisé les organisateurs de cet événement qui rassemble habituellement le gotha de la politique, de la finance et de la diplomatie dans la station chic des Alpes suisses de Davos. Cette édition annuelle du Forum Economique Mondial (WEF) devait se tenir en août à Singapour mais les organisateurs ont finalement annulé alors que la Cité-Etat, jusqu'à présent très peu touchées par la pandémie de Covid-19, a annoncé la semaine dernière une série de

restrictions pour juguler une récente hausse du nombre de cas.

"Ce fut une décision difficile, notamment en raison du grand intérêt de nos partenaires à se réunir non seulement virtuellement mais aussi en personne, pour contribuer à un monde plus résilient, plus inclusif et plus durable", a déclaré le professeur Klaus Schwab, son fondateur et président exécutif, cité dans le communiqué.

"Mais en fin de compte, la santé et la sécurité de toutes les personnes concernées restent notre priorité absolue", a-t-il ajouté. Les organisateurs du Forum ont annulé cette édition, invoquant notamment les perspectives incertaines en matière de voyages, la mise en oeuvre des stratégies de vaccination à des vitesses différentes ainsi que l'incertitude autour des nouveaux variants qui "font qu'il est aujourd'hui impossible d'organiser une

rencontre internationale réunissant des dirigeants d'entreprises, de gouvernements et de la société civile à l'échelle initialement prévue", précise le communiqué. Avec la crise sanitaire, les organisateurs du Forum avait d'abord décidé de déplacer l'événement ailleurs en Suisse, sur les sommets du Bürgenstock, près de Lucerne, avant d'opter pour Singapour face à l'envolée des infections dans le pays alpin durant l'automne.

La date de l'édition à Singapour qui devait permettre aux participants de se rencontrer sur place, initialement prévue fin mai, avait cependant déjà été repoussée une première fois.

Elle devait finalement se tenir du 17 au 20 août. En janvier, le WEF avait néanmoins organisé un sommet virtuel consacré aux grands sujets du moment, dont la pandémie et le nationalisme vaccinal ou encore la crise économique.

USA

De "faux" Elon Musk ont volé 2 millions de dollars dans des arnaques aux cryptomonnaies

L'agence américaine de la concurrence, la FTC, a annoncé lundi que des personnes se faisant passer pour Elon Musk avaient volé plus de 2 millions de dollars à des investisseurs depuis octobre dans des arnaques aux cryptomonnaies.

Ce type d'escroquerie repose sur "la promesse qu'une célébrité associée aux cryptomonnaies va multiplier les cryptomonnaies que vous envoyez vers son portefeuille et vous les renvoyer", indique la FTC.

Les tweets et déclarations publiques d'Elon Musk, le fantasme patron de Tesla, ont tendance à faire vivement réagir le cours de plusieurs cryptomonnaies.

Son enthousiasme pour le bitcoin a ainsi contribué à l'ascension fulgurante de la plus célèbre des cryptomonnaies ces derniers mois.

Mais dans un revirement spectaculaire la semaine dernière, l'entrepreneur milliardaire a annoncé que Tesla n'accepterait plus le bitcoin comme moyen de paiement, jugeant trop polluante la devise virtuelle, dont la création nécessite d'immenses quantités d'énergie.

Dimanche soir, en réponse à une publication Twitter, M. Musk avait laissé entendre que sa compagnie pourrait même se débarrasser des bitcoins en sa possession, ce qui a fait tomber le cryptoactif à son plus bas niveau depuis février.

"Pour mettre un terme à toute spéculation, Tesla n'a pas vendu de bitcoin", a-t-il toutefois rectifié lundi sur le réseau social, provoquant un rebond du cours.

TOGO - FMI

Le Togo obtient 240 millions de dollars d'aide du FMI

Le Togo va bénéficier d'une aide supplémentaire de 240 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé mardi son président Faure Gnassingbé.

Le pays, qui a réussi à dégager une croissance de 1,3% en 2020 malgré la pandémie, "est en discussion avancée avec ses partenaires internationaux pour mobiliser de nouveaux financements", selon un communiqué de la présidence.

Il avait déjà bénéficié à deux reprises, en avril et octobre 2020, d'une aide d'urgence du Fonds sous la forme d'un allègement de dette, destiné à aider 28 pays, en grande majorité africains, à financer leurs dépenses prioritaires.

En amont du sommet dimanche, le chef de l'Etat s'est entretenu avec Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI, qui "a confirmé la mise à disposition de 240 millions de dollars de ressources supplémentaires". Le Togo s'est montré efficace dans la gestion de la crise", a déclaré la dirigeante du FMI, citée dans le communiqué, qui a loué le recours aux "nouvelles technologies" pour "apporter de l'aide aux populations". Ce pays d'Afrique de l'Ouest a eu l'idée en mars 2020 de virer de l'argent aux méga ges via les téléphones mobiles, une initiative qui a inspiré d'autres Etats.

JAPON

La résurgence du Covid-19 a fait rechuter le PIB au 1^{er} trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon a replongé au premier trimestre 2021, reflétant l'impact économique de la recrudescence du coronavirus qui persiste actuellement dans l'archipel, augurant une prolongation du marasme au deuxième trimestre.

Le PIB de la troisième économie mondiale s'est replié de 1,3% sur la période janvier-mars par rapport au trimestre précédent, selon des données préliminaires officielles publiées mardi.

Cette contraction, qui a brisé l'élan de la reprise que connaissait le Japon depuis le second semestre 2020, est légèrement plus forte que prévu: les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à un recul de 1,1%.

Le principal point faible a été la consommation des ménages (-1,4%), qui a replongé avec l'aggravation de la crise sanitaire et le retour de l'état d'urgence dans plusieurs départements du pays début janvier.

ETATS-UNIS

La Fed anticipe une inflation temporaire

Le vice-président de la Banque centrale américaine (Fed) a assuré lundi qu'il anticipait toujours une inflation seulement temporaire, et non durable, malgré une accélération en avril qui affole les marchés. La fermeture brutale de l'activité économique en mars 2020 "a mis une forte pression à la baisse sur les prix, le plus souvent transitoire.

Et en ouvrant (...) cela a clairement mis une pression à la hausse sur les prix", a souligné Richard Clarida, lors d'une visio-conférence organisée par l'antenne de la Fed d'Atlanta.

Outre les effets de comparaison sur un an, il a égale-

ment évoqué "certains effets de goulets" liés à une forte demande. Selon lui, "la plupart" des pressions qui font grimper les prix "sont transitoires, mais nous devons attendre et rester attentifs aux données qui arrivent".

"Relancer une économie de 20.000 milliards de dollars pourra prendre plus de temps qu'il n'en a fallu pour la fermer", a-t-il encore commenté. L'inflation a grimpé en avril à son rythme le plus élevé depuis 2008, à 4,2% sur un an, selon l'indice CPI.

C'est bien plus que les 2% que vise à long terme la Fed.

L'institution veut toutefois voir les prix dépasser cet

objectif pendant un moment, afin de s'y stabiliser ensuite. La Fed utilise une mesure, l'indice PCE, dont le chiffre pour avril sera publié le 28 mai. Et si l'inflation devait rester trop élevée trop longtemps, "je n'ai aucun doute que nous utiliserions nos outils pour régler cette situation", a assuré Richard Clarida. Les Etats-Unis voient un début de reprise économique, grâce au rythme rapide des vaccinations et aux aides du gouvernement fédéral. Mais seuls 266.000 emplois ont été créés en avril, quant les économistes en attendaient un million. La nature sans précédent de cette

crise rend les prévisions économiques difficiles.

"Ce choc a été inédit, il a conduit à un effondrement inédit, et nous pourrions avoir une reprise inédite", a noté Richard Clarida.

Le numéro deux de la Fed s'attend à voir la première économie du monde "accélérer cette année", avec une croissance du produit intérieur brut de "6%, peut-être 7%. Ce serait le rythme de croissance le plus rapide en 35 ans".

Les dernières prévisions économiques de la Fed, publiées en mars, prévoient une croissance du PIB de 6,5% en 2021.

RUSSIE

Le PIB en baisse au 1^{er} trimestre

La Russie a subi une chute annuelle de 1% de son PIB au premier trimestre, entraînée notamment par le ralentissement des transports et de l'extraction des ressources naturelles, selon la première estimation publiée lundi par l'agence de statistiques Rosstat.

Cette baisse modeste -moins importante que les -1,3% prévus par le gouvernement - témoigne néanmoins d'une reprise de l'économie russe après la pandémie, dont elle a été relativement épargnée en 2020 (-3,1%) grâce à la décision de ne pas reconfiner le pays après la première vague de Covid-19.

Les principaux secteurs en baisse sont le transport de passagers (-34,0% sur un an) et le secteur minier (-7,3%) comprenant l'extraction de ressources naturelles,

a indiqué Rosstat dans une note explicative.

La Russie s'est engagée aux côtés de l'Opep à réduire sa production de pétrole afin d'en maîtriser le prix, qui avait atteint un minimum historique lors d'une crise pétrolière au printemps 2020.

Ces accords sont à l'origine d'une baisse de la production russe d'hydrocarbures, le pilier principal de l'économie russe. Après un seul confinement au printemps 2020, Moscou avait décidé de garder son économie ouverte.

Cela a entraîné une chute du PIB moins importante que prévu par les autorités en 2020, et beaucoup moins forte qu'en Europe, où de nombreuses économies ont enregistré des contractions plus brutales aggravées par des mesures de

confinement plus longues et répétées en fin d'année.

En Russie, le premier trimestre a en revanche été marqué par une accélération de l'inflation qui préoccupe jusqu'au sommet de l'Etat, tirée par une augmentation fulgurante des prix alimentaires que les autorités n'ont pas réussi pour le moment à endiguer.

Au premier trimestre, les revenus réels disponibles de la population (mesure la plus large du pouvoir d'achat, en baisse depuis des années) ont eux baissé de 3,6% sur un an.

A quelques mois des législatives de septembre, le président Vladimir Poutine a affirmé en avril que la croissance des revenus des Russes était l'une des grandes priorités du Kremlin.

BOUMERDES

Découverte de la Galère portugaise, dangereuse pour l'homme

Des pêcheurs ont découvert au niveau de la plage Sikha de Dellys (Est de Boumerdes), un animal marin dénommé *Physalia physalis*, constituant un danger pour la santé de l'homme, notamment les pêcheurs et les estivants, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya.

"Il y a quatre jours, des pêcheurs ont découvert +fortuitement+ cet animal marin à la plage Sikha de Dellys, avant de le remettre à la direction du secteur, qui après l'avoir minutieusement examiné, l'a transféré au Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture de Bou Ismail (Tipasa), afin de le soumettre aux examens et analyses nécessaires pour déterminer sa dangerosité", a indiqué à l'APS, Habbache Hamza.

Selon le même responsable, il s'agit d'une fausse méduse, dénommée *Physalia physalis*, également appelée la Galère portugaise, "dont le toucher peut provoquer de graves brûlures chez l'homme et dont les lésions urticaires peuvent entraîner un collapsus cardio-vasculaire, pouvant entraîner la mort", a-t-il expliqué.

"Le danger de cet animal réside dans ses secrétions, qui une fois déposées sur la peau, peuvent pénétrer dans le sang qui les fait circuler dans le corps humain", a-t-il ajouté, précisant que cet animal, de couleur bleu tirant vers le violet, n'est pas originaire de la Méditerranée.

Il a été porté par les courants marins à partir de l'océan, en raison de sa légèreté et vu qu'il flotte en surface, a-t-il expliqué.

M. Habbache Hamza a lancé, à l'occasion, une mise en garde aux pêcheurs et aux citoyens en général, à l'approche de la saison estivale, à "éviter de toucher cet animal en cas de sa découverte et d'en informer, immédiatement, les autorités compétentes".

ENVIRONNEMENT - CLIMAT

Actualisation de la contribution de l'Algérie à la lutte contre le réchauffement climatique

La Commission nationale Climat s'est réunie, lundi à Alger, en vue d'examiner l'actualisation du niveau de contribution de l'Algérie aux efforts internationaux visant à lutter contre le réchauffement climatique.

Composée de 18 secteurs ministériels, cette Commission a procédé lors de cette réunion, notamment à l'examen de l'opération d'actualisation de la contribution fixée au plan national, de son état et perspectives d'avenir, à l'analyse et à l'évaluation de l'opération de mise en œuvre du Plan national climat (PNC) (adopté par le Conseil du gouvernement en septembre 2019), ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement du projet de l'élaboration de la 3e Déclaration nationale et du 1er rapport de l'Algérie actualisé toutes les deux années.

Cette réunion coïncide avec les préparatifs de la prochaine conférence des parties à Glasgow (Scotland, Bretagne) et l'entrée en application de l'Accord de Paris en janvier 2021.

Dans ce cadre, la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa, a affirmé lors des travaux de cette réunion, que les dossiers que supervise la Commission nationale climat, relatifs aux engagements de l'Algérie à limiter de manière progressive, "les gaz à effet de serre dans le cadre de l'Accord interna-



tionnel sur les changements climatiques et l'Accord de Paris, ont connu "une avancée".

Toutefois, Mme Boudjemaa a appelé la Commission à accélérer son travail en vue d'une bonne préparation à la conférence de Glasgow (COP26).

L'Algérie qui est considérée parmi les pays les plus affectés par le phénomène du changement climatique, a fixé sa contribution en septembre 2015, pour ainsi se joindre précocement à l'Accord de Paris où elle s'est engagée à réduire ses émissions en gaz à effet de

serre, de 7% à l'horizon 2030 et ce, en recourant à ses propres capacités et moyens, avec possibilité de relever cette contribution à 22%, si elle venait à obtenir le soutien financier et technique indispensables.

"La 3e Déclaration nationale et le 1er rapport actualisé de l'Algérie" sont en cours de réalisation, d'autant que cette déclaration comporte le bilan national des gaz à effet de serre de 2010 à 2021", a relevé la ministre.

Pour ce qui est du PNC, il se veut un moyen de réalisation de la contribution

nationale fixée, mais requiert "un suivi et une évaluation continue pour son actualisation et sa consolidation", a soutenu la ministre.

Ainsi, le rôle de la Commission est "crucial", selon la ministre, en vue de suivre tous ces chantiers ouverts par le ministère, au regard de l'ordre du jour international qui attend le ministère de l'Environnement, dans le cadre des mesures de transparence issues des règles de Katowice de la Conférence des parties "COP24".

Dans ce même contexte, Mme Boudjemaa a mis en avant l'importance de "mettre en place un système national de recensement des gaz à effet de serre et d'un système national de métrologie, de reporting et de surveillance, deux systèmes qui représentent les éléments essentiels du système institutionnel en vue de répondre aux engagements internationaux de l'Algérie dans le cadre de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, de l'Accord de Paris et de l'application de la stratégie nationale sur les changements climatiques.

COMMERCE

Quelque 95.000 interventions de contrôle durant le Ramadhan

Le secteur du Commerce a enregistré, durant le mois du Ramadhan, quelque 95.000 interventions de ses agents de contrôle, soldées par l'établissement de près de 11.000 contraventions, a indiqué, lundi à Alger, le ministre du Commerce, Kamel Rezig.

Lors d'une réunion d'évaluation du bilan de ce mois, le ministre a fait état de 94.900 interventions de contrôle ayant abouti à l'enregistrement de 10.800 contraventions et à l'établissement de plus de 10.300 procès-verbaux (PV) de poursuite judiciaire à l'encontre des contrevenants.

Les interventions des agents de contrôle ont donné lieu, a ajouté le ministre, à la saisie de plus de 438 tonnes de différents produits alimentaires d'une valeur supérieure à 238 millions DA, à la mise à nu d'un montant de pratiques commerciales sans facturation s'élevant à 2,4 milliards de DA et à la proposition de fermeture de 552 commerces. Les contraventions relevées portent sur l'absence d'hygiène et de salubrité (2.090 contraventions), le défaut d'affichage des prix (2.964 contraventions), détention et vente de produits impropres à la consommation (716 contraventions), absence de l'autocontrôle (453 contraventions), le non-respect de la température de conservation (417 contraventions), précise le bilan qui cite, en outre, 468 contraventions pour non-facturation et 342 autres pour non respect du registre de commerce.

Par ailleurs, le ministère du Commerce avait procédé, sur injonction du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune au lancement d'une opération de contrôle nationale, en coordination avec les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, des secteurs de l'Agriculture, des Collectivités locales et de l'Environnement.

Lancée le 4 mars dernier, l'opération visait le contrôle de tous les stocks et dépôts répartis à travers le pays en vue de faire face au phénomène de stockage illégal dans le but de monopole et de spéculation.

Jusqu'au 6 mai courant, l'opération avait abouti à la saisie de 95 tonnes de l'huile de table, 72 tonnes de viandes rouges et blanches, 107 tonnes de produits alimentaires et de quantités considérables d'eau et de boissons impropres à la consommation.

Par ailleurs, le ministre a évoqué la grève partielle des agents de contrôle, qui a enregistré un taux de suivi national de 32%, en dépit de laquelle le secteur a pu mener près de 95.000 interventions grâce aux efforts des agents restés en service. S'ad ressant à ces agents qui ont redoubler d'ef-



fort, le ministre leur a promis "trois surprises" au titre de la loi de finances complémentaire (LFC) 2021, sans donner plus de précisions.

L'amélioration des conditions matérielles et du statut social des agents de contrôle est l'une des préoccupations fondamentales du ministère afin de leur permettre d'exercer leur mission dans la protection du citoyen et de son pouvoir d'achat et la garantie de l'approvisionnement du marché, a-t-il ajouté.

Réponse record à la permanence pendant les deux jours de l'Aïd

Par ailleurs, le taux de réponse national au programme de permanence durant les deux jours de l'Aïd Al-Fitr a atteint le niveau record de 99,96% durant le premier jour et de 99,95% au cours du deuxième.

Le secteur du Commerce a mobilisé 2.036 agents de contrôle à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre du programme de permanence, a fait savoir le ministre qui a rappelé la réquisition de 50.042 commerçants, dont 5.886 boulangers, 30.752 commerces de denrées alimentaires et de légumes et fruits ainsi que 12.953 commerces de divers produits et 451 unités de production (131 laiteries, 276 moulins et 44 unités de production de l'eau minérale).

Selon M. Rezig, les directeurs de wilaya enquêtent actuellement sur les raisons du non-respect par certains commerçants du programme de permanence, insistant sur l'application des sanctions légalement prévues.

A ce titre, le ministre a accordé un délai de 10 jours à ces directeurs en vue de soumettre un rapport détaillé au ministère sur les raisons ayant entraîné le non-respect du programme de permanence avant d'entamer l'application "rigoureuse" de la loi.

Saïda Activités informatives au profit de 120 détenus pour leur insertion dans le monde du travail

Plus de 120 détenus des établissements pénitentiaires et de rééducation de Saïda ont bénéficié durant le premier trimestre de l'année en cours de rencontres d'information et de sensibilisation sur le dispositif de soutien et de développement de l'entrepreneuriat dans le cadre des activités d'insertion, a-t-on appris lundi auprès de l'antenne locale de l'Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

Le chargé d'information auprès de l'ANADE, Korchi Mohamed, a indiqué que les 120 détenus ont bénéficié de journées de sensibilisation et d'information à travers les établissements de rééducation à Saïda et Ain Lahdjar, soulignant qu'ils ont été informés sur le montage financier d'un investissement et les avantages fiscaux dont bénéficie le porteur de projet auprès de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

L'ANADE facilite aux porteurs de projets d'investissement, notamment les détenus des établissements pénitentiaires et de rééducation ayant purgé leurs peines, les procédures d'accès à des crédits sans intérêts pour la location de locaux et l'achat de véhicules dotés d'équipements pour la plomberie, l'électricité du bâtiment, le chauffage, le froid, l'installation de fenêtres, peinture de bâtiment et mécanique automobile.

Les rencontres d'information, organisées par l'antenne de wilaya de l'ANADE, ont ciblé en périodes étalées durant le premier trimestre de l'année en cours les détenus des établissements pénitentiaires et de rééducation dont la peine est inférieure à six (6) mois, a-t-on fait savoir.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la convention conclue entre l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et le ministère de la Justice, vise à accompagner les détenus des établissements pénitentiaires, notamment les titulaires de diplômes de formation dans les domaines précités, dans le but de les insérer dans le monde du travail.

INDE

Au moins 21 morts et 96 disparus sur le passage du cyclone Tauktae

Au moins 21 personnes ont péri et 96 autres restaient portées disparues dans l'ouest de l'Inde mardi après le passage de la tempête cyclonique Tauktae, qui a provoqué la suspension de la campagne de vaccination contre anti-Covid dont le pays ravagé par l'épidémie a tant besoin.

Quelque 96 personnes étaient toujours portées disparues après le naufrage de leur embarcation au large des côtes de Bombay, capitale de l'Etat du Maharashtra, a annoncé la Marine indienne dont deux navires et des hélicoptères aident aux recherches.

La barge, qui desservait des plateformes pétrolières avec 273 personnes à son bord, était partie à la dérive lundi, alors que des vents puissants s'abattaient sur la côte occidentale de l'Inde.

Un total de 177 passagers ont pu être secourus dans "des



conditions de mer extrêmement difficiles", a précisé la Marine sur Twitter.

Les opérations de secours devaient se poursuivre toute la journée, a déclaré le ministère de la Défense, malgré des conditions maritimes compliquées. Tauktae, qui déjà fait au moins 21 morts et provoqué l'évacuation de près de 200.000 personnes, a touché terre lundi au Gujarat, sous la forme d'une tempête cyclonique extrêmement violente, avec des rafales atteignant 185 kilomètres à l'heure, selon le département météorologique indien.

BRASIL

94% de la déforestation en Amazonie est illégale, selon un rapport

La quasi-totalité de la déforestation en Amazonie brésilienne est illégale, et la promesse du président Jair Bolsonaro d'éliminer ce fléau est peu réaliste à cause du manque de transparence autour de l'utilisation autorisée de la terre dans cette région, ont estimé des organisations environnementales dans un rapport publié lundi.

Le rapport, réalisé par des universitaires et experts d'organisations environnementales, dont notamment la

branche brésilienne du World Wildlife Fund (WWF), souligne que 94% de la déforestation en Amazonie et dans la région du "Matopiba", englobant des parties des Etats du Maranhao, Tocantins, Piau y Bahia, est illégale.

Une situation provoquée par l'incapacité des autorités à documenter, par exemple, l'utilisation légale de ces mêmes terres par des agriculteurs, éleveurs ou exploitants forestiers, pointe le rapport. "La différenciation entre défo-

restation légale et illégale est un facteur clé pour garantir que la production agricole et forestière ne soit pas verolée de crimes environnementaux", souligne le texte.

Depuis le début de la présidence Bolsonaro, en 2019, un pic de déforestation a été atteint: durant les douze mois précédant août 2020, la déforestation en Amazonie a augmenté de 9,5%, détruisant une surface supérieure à celle de la Jamaïque, selon des données officielles.

KOSOVO

Saisie de 400 kg de cocaïne lors d'une opération internationale

La police italienne a annoncé mardi la saisie au Kosovo de plus de 400 kg de cocaïne d'une valeur de plus de 100 millions d'euros au cours d'une opération internationale impliquant les polices italienne, albanaise et kosovare.

La drogue a été découverte dans le port de Gioia Tauro, en Calabre, dans le sud de l'Italie, à l'aide d'un scanner.

Elle se trouvait dans un conteneur provenant du Brésil et dont la destination finale était une entreprise à Lipjan, au Kosovo, selon un communiqué de la police italienne.

Le parquet italien en charge de l'enquête a alors décidé "une livraison internationale contrôlée" et a fait suivre le conteneur jusqu'à sa destination finale avec l'aide

des parquets d'Albanie et du Kosovo, selon la même source. Après avoir suivi le conteneur durant tout son trajet, les trois polices sont intervenues lundi soir et "ont saisi 400 paquets de cocaïne pure, d'un poids de 400 kg, cachés dans des colis contenant officiellement du poulet", précise le communiqué.

Vingt-cinq personnes, ouvriers, employés, chauff-

eurs, de l'entreprise destinataire du conteneur ont été interpellés, dont sept ont été placés en détention pour trafic de drogue international, ajoute le communiqué.

"La drogue, si elle avait été vendue au détail sur le marché européen, aurait permis à la criminalité organisée de gagner plus de 100 millions d'euros", souligne la police italienne.

AUSTRALIE

Un surfeur décède après avoir été attaqué par un requin

Un surfeur est décédé après avoir été attaqué par un requin sur une plage au nord de Sydney, ont annoncé mardi les autorités australiennes.

L'accident s'est produit dans la matinée à Tuncurry Beach, situé à environ trois heures de Sydney.

"En dépit des efforts des ambulanciers et des autres personnes sur place, l'homme n'a pas pu être ranimé", a indiqué dans un tweet le service des ambu-

lances de la Nouvelle-Galles du Sud, l'Etat dont Sydney est la capitale.

L'homme, vraisemblablement âgé d'une cinquantaine d'années, a fait un arrêt cardiaque après avoir été mordu à la cuisse, a indiqué un porte-parole du service ambulancier.

SharkSmart, une agence du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud qui oeuvre pour la sécurité sur les plages et informe sur la présence de requins, a

précisé que toutes les plages de la zone avaient été fermées à la suite de cette attaque.

Il s'agit de la première attaque mortelle enregistrée cette année dans les eaux australiennes, a annoncé l'organisation Taronga Conservation Society Australia.

En 2020, 26 attaques ont été dénombrées, dont huit qui se sont avérées fatales.

ESPAGNE

Une marée de 5.000 migrants depuis le Maroc atteint Ceuta en une journée

La marée humaine aura duré une journée entière: au moins 5.000 migrants, dont un millier de mineurs, sont parvenus lundi à atteindre par la mer ou par la terre l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc voisin, un "record", en pleines tensions entre Rabat et Madrid. Dès les premières lueurs du jour jusque tard dans la nuit de lundi à mardi, les arrivées de migrants, venus des plages marocaines situées à quelques kilomètres au sud de Ceuta, se sont multipliées sur le territoire espagnol situé au nord-ouest du Maghreb, a indiqué un porte-parole de la préfecture de Ceuta. A l'aube, ils n'étaient encore qu'une centaine, mais au fil des heures, le flot n'a cessé de gonfler.

Des jeunes hommes, mais aussi des enfants (un millier de mineurs, selon la préfecture) et des femmes compaient parmi ces migrants, venus par la mer, à la nage, utilisant parfois des bouées gonflables ou des canots pneumatiques.

Interrogée sur leur hébergement, la préfecture a précisé que toutes ces personnes devaient être accueillies dans des hangars sur la plage d'El Tarajal, mais que les autorités se réunissaient pour évaluer la situation, sans précédent.

Des vidéos postées sur les réseaux sociaux montraient de jeunes migrants, parfois en maillots de bain ou tout habillés, débarquant sur les plages de rochers, sous le regard des forces de l'ordre marocaines, qui ne réagissent pas dans un premier temps, avant de repousser la foule de curieux.

Le ministère espagnol de l'Intérieur a annoncé lundi soir dans un communiqué le "renforcement immédiat des effectifs de la garde civile et de la police nationale dans la zone" avec 200 agents supplémentaires.

USA

84 millions de dollars octroyés à deux frères emprisonnés à tort pendant 31 ans

Deux demi-frères, des Afro-Américains souffrant de handicap mental, vont recevoir 84 millions de dollars pour compenser leur maintien en détention pendant 31 ans pour un crime dont ils étaient innocents, a dit lundi leur avocat.

Un jury a octroyé vendredi soir 75 millions de dollars de dommages et intérêts à Henry Lee McCollum et à son demi-frère Leon Brown, qui avaient porté plainte au civil devant la justice fédérale pour violations de leurs droits civiques.

Un accord conclu en parallèle a ajouté 9 millions supplémentaires.

"C'est le verdict le plus sévère jamais rendu pour une affaire d'erreur judiciaire de toute l'histoire des Etats-Unis", a souligné Me Des Hogan, qui les représentait.

Pour lui, "le jury a voulu envoyer un message pour dire que les anciens temps sont révolus", quand les autorités faisaient peu de cas des droits des personnes marginalisées, pauvres, de couleur, installées en zones rurales.

Les demi-frères avaient 19 et 15 ans lors de leur arrestation en 1983 pour le viol et le meurtre d'une mineure de 11 ans, Sabrina Buie, dans la petite ville de Red Springs, en Caroline du Nord.

Mais "ils sont heureux que le jury ait reconnu les erreurs du shérif. On leur a enfin donné raison", a-t-il ajouté.

USA

Le peloton d'exécution instauré dans un Etat du Sud

Le peloton d'exécution a été instauré en Caroline du Sud pour appliquer la peine capitale aux condamnés à mort qui peuvent également choisir la chaise électrique, a annoncé lundi le gouverneur de cet Etat du sud des Etats-Unis. "Ce week-end, j'ai ratifié une loi qui va permettre à l'Etat d'appliquer la peine de mort. Les familles et les proches des victimes sont en droit de faire leur deuil et d'obtenir justice grâce à la loi. Maintenant, nous pouvons le faire", a expliqué Henry McMaster

sur Twitter. Ce républicain, favorable à la peine capitale, souhaite reprendre les exécutions après une pause de dix ans dans son Etat en raison d'une pénurie de substances utilisées dans les injections létales.

La loi, signée vendredi, fait de la chaise électrique le premier choix d'un condamné à mort à la place de l'injection létale, et autorise la formation d'un peloton d'exécution, qui devient la seconde option. L'exécution par injection redeviendra l'option prioritaire

quand les substances nécessaires seront à nouveau disponibles, selon le texte. Jusqu'ici, un condamné à mort devait choisir entre la chaise et l'injection, cette dernière option étant automatique s'il refusait de choisir.

L'organisation d'aide aux prisonniers Incarcerated Outreach Network, basée en Caroline du Sud, a dénoncé sur Twitter une décision "effroyable, choquante et abominable". Pour le représentant local de la grande organisation de défense des droits civiques

ACLU, Frank Knaack, l'Etat a "trouvé un nouveau moyen de redémarrer les exécutions au sein d'un système raciste, arbitraire et sujet aux erreurs". "La justice de Caroline du Sud fait des erreurs mais la peine capitale est irréversible", a-t-il ajouté dans un communiqué, soulignant que les personnes de couleur représentaient plus de la moitié des condamnés à mort, mais seulement 27% de la population de l'Etat.

TAMANRASSET Plus de 400 patientes ciblées par les journées médico-chirurgicales en gynécologie-obstétrique



Plus de 400 patientes vont bénéficier de consultations projetées dans le cadre des journées médicochirurgicales en gynécologie-obstétrique, devant débuter jeudi prochain à l'établissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant de Tamanrasset, ont annoncé lundi les responsables de cet établissement.

Encadrées par un staff médical spécialisé et paramédical issu de différentes wilayas, à l'instar d'Oran, Illizi et In-Salah, ces consultations s'assignent comme objectif le rapprochement des prestations de santé des malades et la prise en charge médicale spécialisée, durant quatre jours, de femmes issues de régions enclavées et zones d'ombre de Tamanrasset, In-Guezzam et Tin-Zaouatine, a précisé le directeur de l'établissement, Ahmed Boukar.

Les patientes devront bénéficier de consultations ayant trait à la gynécologie, la grossesse et la procréation, en plus de l'organisation d'interventions chirurgicales pour les cas urgents, leur épargnant ainsi que le déplacement vers des structures spécialisées d'autres wilayas, a-t-il ajouté.

L'établissement Mère-Enfant de Tamanrasset a enregistré durant le premier trimestre de l'année en cours 42.248 admissions, dont 1.184 cas d'accouchement normal et 367 autres par césarienne, en plus des consultations spécialisées requérant une prise en charge au niveau de l'établissement, ainsi que la prise en charge médicale de 241 ressortissants africains.

BILAN CORONAVIRUS 208 nouveaux cas, 133 guérisons et 7 décès

Deux cent huit (208) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 133 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 125.693 dont 208 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.388 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 87.609 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 19 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 autres ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen



vigilance et respect des règles d'hygiène et de distan-

ciation physique, tout en insistant sur le respect du

confinement et du port du masque.

CORONAVIRUS Senhadji insiste sur le dépistage de la Covid-19 en prévision de l'ouverture partielle des frontières

Le président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, Pr. Kamel Senhadji, a insisté lundi à Alger sur le dépistage de la Covid-19, notamment par des tests PCR, et le strict respect des protocoles sanitaires, suite à l'approbation dimanche, en Conseil des ministres, de propositions en faveur d'une réouverture partielle des frontières.

Invité de la Radio nationale, M. Senhadji a souligné l'impératif pour tout voyageur arrivant en Algérie, après la prochaine réouverture partielle des frontières, de passer un test PCR, ajoutant que ces tests doivent être réalisés au niveau des aéroports et des postes frontaliers à travers la mise en place de laboratoires équipés des tech-



niques nécessaires. Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a approuvé une décision relative à la réouverture des frontières, dès début

juin prochain, à raison de cinq (5) vols quotidiens de et vers les aéroports d'Alger, de Constantine et d'Oran, en insistant sur le "strict respect des mesures préventives".

Le président de l'Agence nationale de la sécurité sani-

taire a également mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme de vaccination contre la Covid-19 afin d'atteindre l'immunité collective et d'endiguer l'épidémie, soulignant que tous les vaccins anti-Covid se valent en termes d'efficacité.

A ce propos, M. Senhadji s'est félicité de la production, dès septembre prochain, du vaccin Sputnik V en Algérie en partenariat avec un laboratoire russe, estimant que ce projet permettra un transfert de technologie et la mise à disposition d'importantes quantités de vaccins. Il a, par ailleurs, fait savoir que ses services préparaient un projet de construction d'un hôpital pour le confinement sanitaire doté d'un centre de recherches sur la vaccination.

MÉDICAMENTS

Création d'une commission de lutte contre la pharmacodépendance et l'abus des substances aux propriétés psychotropes

Une commission nationale de lutte contre la pharmacodépendance et l'abus des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes a été créée et ce, conformément au décret exécutif paru dans le dernier numéro du Journal officiel.

Le décret exécutif n 21-196 du 11 mai 2021, modifiant et complétant le décret exécutif n 19-379 du 31 décembre 2019, fixant les modalités de contrôle administratif, technique et de sécurité des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes, stipule dans son article 4 que les dispositions de l'article 37 ont été modifiées pour "permettre la création auprès du ministère chargé de la santé une Commission nationale de lutte contre la pharmacodépendance et l'abus des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes".

Parmi les missions de cette commission, l'établissement d'un rapport annuel de ses travaux qu'elle adresse au ministre chargé de la Santé.

Une copie du rapport annuel est adressée au ministre chargé de l'indus-

trie pharmaceutique". La Commission a pour mission, précise-t-on, d'évaluer les rapports relatifs au contrôle en matière d'importation et d'exportation des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes établis par les services compétents du ministère chargé de l'industrie pharmaceutique, (...) et de proposer les mesures nécessaires, administratives, techniques et de sécurité".

Elle a également pour rôle d'évaluer les rapports d'inspections périodiques et inopinées des établissements pharmaceutiques concernant les substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes, établis et transmis par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, (...) et de proposer les mesures nécessaires, administratives, techniques et d'évaluer les écarts constatés lors de l'inventaire des stocks physiques de l'établissement pharmaceutique signalés par le pharmacien directeur technique ou le pharmacien assistant". La Commission est chargée aussi de "proposer toutes mesures visant un

meilleur contrôle spécifique administratif, technique et de sécurité portant sur les substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes et d'établir un rapport annuel de ses travaux qu'elle adresse au ministre chargé de l'industrie pharmaceutique".

Le décret exécutif souligne que "la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'industrie pharmaceutique".

Par ailleurs, il est également souligné dans le texte modifié que "la commande de substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes, doit être formulée séparément des autres médicaments, sur un bon de commande, comportant la signature du pharmacien avec sa griffe et son numéro d'inscription à l'organe chargé de la déontologie des pharmaciens ainsi que le numéro d'agrément de l'établissement pharmaceutique ou de l'officine, selon le cas".

Selon le nouveau décret, il est noté

notamment que "toute prescription des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes doit être rédigée sur une ordonnance conformément aux usages en la matière en vigueur".

Mais dans le cas où la prescription des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes à risque avéré d'abus, de pharmacodépendance et d'usage détourné, l'ordonnance doit comporter "les mentions citées au 1er alinéa ci-dessus, et être rédigée sur une ordonnance établie en trois (3) exemplaires de couleurs différentes (blanche, jaune et rose).

"La liste des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes à risque avéré d'abus, de pharmacodépendance et d'usage détourné est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'industrie pharmaceutique et du ministre chargé de la santé.

La durée maximale d'une prescription des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes est limitée à trois (3) mois", note ledit décret.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

La pandémie de Covid-19 est loin d'être terminée

La pandémie du nouveau coronavirus est loin d'être terminée dans le monde, a averti lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) malgré une baisse mondiale des cas et des décès pour la deuxième semaine consécutive.

"Dans un certain nombre de pays, la situation continue d'être très préoccupante", a mis en garde Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, lors d'un point de presse virtuel.

Mais la situation épidémiologique diffère d'une région ou d'un pays à un autre.

À ce sujet, l'OMS rappelle "l'énorme fossé qui se creuse".

"Dans certains pays où les taux de vaccination sont les plus élevés, on semble penser que la pandémie est terminée, alors que d'autres connaissent d'énormes vagues d'infection", a fait remarquer le chef de l'OMS.

Même certains pays qui avaient réussi à contenir la maladie voient "une augmentation spectaculaire des cas, des hospitalisations et des décès", a-t-il poursuivi, ajoutant que "de nouvelles variantes préoccupantes, des systèmes de santé fragiles, une faible exécution des mesures de santé publique et des pénuries d'oxygène, de dexaméthasone et de vaccins



aggravent la situation actuelle".

Dans les pays signalant une hausse des contaminations, l'agence onusienne estime que c'est le moment de revenir à certains fondamentaux.

Il s'agit de s'assurer que les gens respectent les mesures de santé publique, notamment la distanciation physique, le port de masques et la prévention des grands rassemblements.

"Même là où les cas de COVID-19 ont chuté, le séquençage génétique est essentiel pour que les variantes puissent être suivies et que les mesures ne soient pas allégées prématurément", a-t-il fait souligner.

Plus largement, la pandémie continue de se propager dans le monde, avec 162.773.376 cas confirmés enregistrés depuis le début de l'épidémie.

Selon un décompte établi lundi par l'OMS, la pandémie de COVID-19 a déjà fait près de 3,36 millions de morts dans le monde.

EUROPE

Le certificat sanitaire européen déployé dès fin juin

Le certificat sanitaire européen sera disponible fin juin, a annoncé le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Clément Beaune.

En France, il sera déployé dès le 9 juin pour accéder aux grands événements comme les concerts, parcs d'attraction et autres événements réunissant plus de mille personnes.

"Le pass (certificat ndlr) sanitaire n'est pas une obligation de plus mais une chance supplémentaire", a plaidé le secrétaire d'Etat, précisant que ce pass ne sera pas exigé pour les activités de la vie quotidienne et qu'ils ne seront pas contraints

de "présenter un justificatif quelconque pour aller boire un café ou manger au restaurant".

Dès "la deuxième quinzaine de juin", les voyageurs pourront circuler librement grâce à ce pass sanitaire qui se décline par deux options: un certificat de vaccination complète (deux doses), ou un test PCR négatif de moins de 48 heures.

Les bénéficiaires se verront attribuer un code, qui sera le même à présenter pour toutes les activités nécessitant ce sésame. À l'antenne d'Europe, Clément Beaune alerte néanmoins sur l'éventualité, qu'en cas de dégradation de la situa-

tion sanitaire dans un pays concerné, une fermeture des frontières pourrait être envisagée.

Il explique que "chaque pays concerné devrait pouvoir réagir dans les 48 heures en fermant ses frontières ou en mettant en place une quarantaine renforcée". A noter que la France va rouvrir ses commerces et ses terrasses dès le mercredi 19 mai. Une prochaine étape avec notamment la réouverture des salles de restauration ou des salles de sports est prévue le 9 juin. À ce stade, la France a enregistré près de 5,8 millions de contaminations dont 108 000 décès liés à la Covid-19.

VACCINS

L'Allemagne va élargir la campagne de vaccination à tous les adultes le 7 juin

L'Allemagne va élargir la campagne de vaccination contre la Covid-19 à tous les adultes à partir du 7 juin, a annoncé lundi le ministre de la Santé, Jens Spahn.

"Nous sommes convenus de lever le système de priorité le 7 juin, dans trois semaines, dans les cabinets médicaux, chez les médecins d'entreprise et dans les centres de vaccination", a déclaré à la presse M. Spahn, à l'issue de discussions avec ses homologues des 16 régions allemandes.

Après des débuts poussifs, la campagne

vaccinale a atteint en Allemagne un rythme soutenu.

Quelque 40% de la population du pays, qui compte 84 millions d'habitants, devraient ainsi avoir reçu fin mai au moins une dose, selon le ministre. Environ 15 millions d'injections devraient être pratiquées d'ici le 7 juin et la levée des priorités d'accès aux vaccins, a ajouté Jens Spahn.

Le ministre a toutefois prévenu que tout le monde ne pourrait pas se faire vacciner immédiatement en juin, car les médecins et

les centres de vaccination doivent d'abord boucler la phase d'injections aux publics prioritaires.

"Même si l'ordre de priorité est levé, cela ne signifie pas que tous ceux qui le souhaitent pourront se faire vacciner en juin", a-t-il déclaré aux journalistes.

Le gouvernement allemand s'est fixé l'objectif de proposer la vaccination à tous les adultes d'ici la fin du mois de septembre. Vacciner en priorité les personnes âgées était un "impératif épidémiologique", a plaidé M.

Spahn. "Ce n'était pas de la bureaucratie, ça a sauvé des vies", a fait valoir le ministre de la Santé. L'Allemagne semble avoir surmonté la troisième vague de contaminations, avait salué M. Spahn le 7 mai.

La baisse des contaminations devraient permettre des réouvertures dans les prochains jours, en particulier des jardins d'enfants ou de terrasses de restaurants.

Plus de 86.000 personnes sont mortes des sites du Covid-19 en Allemagne, selon l'institut Robert Koch.

Les vaccins de Pfizer et Moderna devraient rester efficaces contre le variant indien (étude)

Les vaccins de Moderna et Pfizer/BioNTech devraient rester efficaces contre le variant indien du coronavirus, selon des travaux préliminaires menés par des scientifiques américains et rendus publics lundi. Ces recherches, conduites en laboratoire par la NYU Grossman School of Medicine et la NYU Langone Center, doivent encore être validées par des pairs avant d'être publiées dans une revue scientifique. "Nous avons conclu que les anticorps produits par les vaccins sont un peu affaiblis

contre ces variants, mais pas assez pour nous laisser penser que cela aura un grand effet sur la protection conférée par les vaccins", a dit Nathaniel "Ned" Landau, auteur principal de l'étude. Les scientifiques ont prélevé du sang de personnes ayant été vaccinées avec l'un ou l'autre de ces vaccins, les deux principaux utilisés aux Etats-Unis (environ 150 millions d'Américains les ont reçus). Ils ont ensuite exposé ces échantillons à un virus synthétique présentant les mutations particu-

lières des variants B.1.617 et B.1.618, tous deux identifiés pour la première fois en Inde. Ce mélange a ensuite été mis en contact avec des cellules de laboratoire, afin d'observer combien seraient infectées. En moyenne, pour le variant B.1.617, les chercheurs ont observé une réduction par quatre de la quantité d'anticorps neutralisants – ces protéines en forme de Y, générées par le système immunitaire pour bloquer l'entrée des cellules au virus. Pour le variant B.1.618, la réduction était par trois.

Le vaccin de Pfizer peut être conservé au réfrigérateur pendant un mois (EMA)

Le régulateur européen des médicaments a approuvé lundi le stockage du vaccin Pfizer/BioNTech contre la Covid-19 au réfrigérateur pendant une période pouvant aller jusqu'à un mois, une décision qui pourrait accélérer son déploiement dans l'Union européenne. La période de stockage au frigidaire pour les flacons non utilisés est ainsi rallongée par rapport aux cinq jours déjà autorisés, a

indiqué l'Agence européenne des médicaments (EMA). Depuis sa mise sur le marché, la haute efficacité du vaccin Pfizer contre le coronavirus a été tempérée par la difficulté de stocker et de transporter les flacons en raison de la nécessité de conditions de stockage extrêmement froides. "Une plus grande flexibilité dans le stockage et la manipulation du vaccin devrait avoir un impact significatif sur la plani-

fication et la logistique du déploiement du vaccin dans les Etats membres de l'UE", a déclaré l'EMA basée à Amsterdam. "Cette modification prolonge la période de stockage autorisée d'un flacon décongelé non-ouvert à une température de 2 à 8 C (ndlr, soit celle d'un réfrigérateur normal) de cinq jours à un mois (31 jours)", ajoute l'Agence. L'EMA avait autorisé en mars le stockage du vaccin Pfizer/BioNTech

à des températures de congélateur comprises entre -25 et -15 C pour une période de deux semaines, une décision présentée comme une alternative au stockage à long terme des flacons à une température comprise entre -90 et -60 C dans des congélateurs spéciaux. L'EMA avait ainsi emboîté le pas à l'Agence américaine des médicaments (FDA), qui avait pris une décision similaire en février.

GSK-Medicago: résultats positifs intermédiaires de phase 2

Le laboratoire britannique GSK et la société biopharmaceutique canadienne Medicago ont annoncé mardi des résultats positifs intermédiaires d'un essai clinique de phase 2 pour leur candidat-vaccin contre la Covid-19.

"Ces résultats font partie d'essais de phase 2 et 3 en cours et réitérent le profil prometteur observé pendant la phase 1", notent les deux groupes dans un communiqué commun.

L'immunogénicité (capacité à déclencher une réaction immunitaire) obtenue avec le candidat-vaccin, qui contient l'adjuvant à usage pandémique de GSK, est "élevée, (...) dix fois plus que dans un lot de sérum provenant de patients convales-

cents du Covid-19", et sans "effets secondaires négatifs sérieux", quelque soit l'âge des personnes ayant reçu la dose, détaille le communiqué. "Ces résultats nous donnent confiance à l'heure où nous continuons d'avancer dans nos essais cliniques de phase 3. Nous espérons ajouter un autre outil à la lutte mondiale contre le Covid-19", a commenté Nathalie Landry, une responsable de Medicago. Les essais de phase 3, qui devraient porter sur 30.000 personnes, ont été lancés le 16 mars avec des volontaires au Canada, aux Etats-Uni, Royaume-Uni et Brésil, et de nouveaux lieux devraient s'ajouter à cette liste dans les semaines à venir, d'après le com-

munié. L'étude multi-phases vise à confirmer que le vaccin, administré en deux doses à 21 jours d'intervalle, "affiche un profil d'innocuité et d'immunogénicité acceptable chez des adultes en bonne santé âgés de 18 à 64 ans et chez des participants âgés de 65 ans et plus", avaient souligné en novembre les deux groupes. GSK développe un autre candidat-vaccin avec le laboratoire français Sanofi, qui a publié lundi des résultats positifs d'un essai clinique sur son principal candidat-vaccin contre la Covid-19 après un revers qui avait occasionné plusieurs mois de retard.

CERVICALGIE LES BONS GESTES QUAND ON A MAL AU COU

La nuque fait partie des premières zones, avec le dos, à "trinquer" en cas de stress ou de mauvaise posture. Autant dire qu'après de longues semaines de télétravail, notre nuque est soumise à rude épreuve. Les conseils du Dr Marc Pérez, médecin ostéopathe, auteure de "Ostéo gym au féminin" pour soulager les tensions et les douleurs.

"Le cou est une zone fragile formée de 7 vertèbres cervicales empilées les unes sur les autres : elles constituent ce que l'on appelle le rachis cervical. C'est la partie la plus mobile de la colonne vertébrale : elle est sollicitée en permanence car nous bougeons la tête sans cesse" explique le Dr Marc Pérez, médecin ostéopathe, co-auteur de "Ostéo gym au féminin" (éd. Leduc).

"Les douleurs du cou sont fréquentes. En cause, le vieillissement, les mauvaises positions de sommeil, les accidents ou encore les longues heures passées devant l'ordinateur", ajoute-t-il. En effet, "la position assise à l'ordinateur, surtout quand elle est prolongée, est très néfaste car elle sollicite énormément les cervicales, les lombaires, mais aussi les épaules ou les poignets". Pour limiter les dégâts, il est important d'adopter une bonne posture (vois la vidéo ci-dessous) mais aussi de se lever régulièrement de sa chaise, au moins 5 minutes toutes les 2 heures. Faites quelques étirements, quelques pas, allez vous faire un café, bref, lutez contre la sédentarité.

COMMENT SOULAGER LA DOULEUR DE LA NUQUE ?

Assis ou debout :
Pincez la peau de votre nuque entre le pouce et l'index, étirez-la en douceur et faites-la rouler entre vos doigts.

Vous pouvez pincer plus en profondeur en prenant à la fois la peau et le muscle.

Travaillez toute la zone douloureuse et ses alentours pendant 5 mn environ.

N'hésitez pas à masser également toute la zone qui se situe autour de la douleur.

Comment étirer sa nuque ?

Assis sur une chaise ou un tabouret, le dos droit et les épaules relâchées :

La main gauche tient l'assise du siège. Posez la main droite sur l'oreille gauche en passant le bras au-dessus de la tête.

Penchez tout doucement la tête vers la droite en appuyant avec votre main. Maintenez cet étirement 7 secondes et faites 7 fois ce mouvement du même côté.

Faites le même mouvement de l'autre côté.

Commencez toujours par le côté non douloureux et ne forcez pas du côté sensible.

Comment renforcer sa nuque ?

Debout ou assis, tête droite et épaules relâchées, prenez les 2 extrémités d'une grande serviette de toilette dans les deux mains.

Posez le milieu de la serviette sur le haut du crâne, tirez la serviette vers le bas avec les deux mains : les muscles du cou doivent résister à la pression. Maintenez la position 10 secondes et renouvelez 10 fois.

Faites de même en posant la serviette sous le menton et en tirant vers le haut.

Puis posez le milieu de la serviette sur le front et tirez vers l'arrière avec les deux mains. Maintenez la position 10 secondes et renouvelez 10 fois.

Faites de même en posant le milieu de la serviette à l'arrière du crâne.

Comment relâcher sa nuque ?

Cette position de yoga, à réaliser allongé(e) sur un tapis, permet de relâcher le haut du dos, les épaules et la nuque.

Levez les jambes à la verticale, pieds joints et jambes tendues.



Placez les mains sous les lombaires et décollez les fessiers du sol, pour réaliser une chandelle.

Maintenez la position 90 secondes, jambes bien droites. Redescendez lentement en vous concentrant sur votre respiration.

1/6 - Vous souffrez de raideurs du cou ?

Les raideurs du cou sont provoquées par des positions prolongées ou des gestes répétitifs. Cela entraîne des contractures musculaires et des nœuds qui peuvent être très douloureux, comme si le cou était ankyloté.

2/6 - Vous souffrez de torticolis ?

Le torticolis résulte de la contraction d'un des muscles du cou suite à un mauvais mouvement ou une mauvaise position de sommeil. Au réveil, le muscle est dur, le cou est fléchi du côté de la douleur

et les mouvements deviennent difficiles, voire impossibles.

3/6 - Vous souffrez d'un douleur cervico-brachiale

La douleur cervico-brachiale est secondaire à des lésions du disque intervertébral. C'est une douleur qui part du cou, traverse tout le bras, pour finir dans la main, d'un seul côté du corps.

4/6 - Vous souffrez d'une entorse cervicale (ou coup du lapin)

L'entorse cervicale (ou coup du lapin) est provoquée par un très rapide mouvement du cou d'avant en arrière, fréquent lors d'un accident de voiture. Les muscles sont brutalement étirés et les disques intervertébraux comprimés.

5/6 - Vous souffrez d'arthrose

L'arthrose est la cause la plus fréquente de douleur du cou. Le

cartilage qui protège l'articulation s'use et les os frotte les uns contre les autres, provoquant une inflammation. Des bés-de-perroquet osseux peuvent pousser et gêner la mobilité.

Pour se protéger à leur tour, les muscles se contractent et diminuent la mobilité.

6/6 - Comment soulager la douleur ?

Masser la peau et les muscles par le pincer-rouler, faire des étirements du cou du côté non douloureux pour allonger le muscle et le défendre, pratiquer des exercices de renforcement musculaire ou des postures de yoga : les exercices proposés par le Dr Marc Pérez visent à soulager les douleurs mais aussi à éviter les récidives. Pensez à les pratiquer régulièrement si vous êtes fragile du cou.

LE ROMARIN CONTRE LE TORTICOLIS

Quand la tête est coincée à cause d'un torticolis, aie, ça peut faire très mal ! Pour débloquer la situation et calmer la douleur, nos grands-mères appliquaient du romarin sur leur cou. On vous explique comment faire.

Votre grand-mère avait peut-être l'habitude de passer un jet d'eau chaude ou de placer une bouillotte sur son cou pour soulager rapidement un torticolis. Ce geste est toujours d'actualité. La chaleur entraîne une dilatation locale des vaisseaux sanguins, ce qui procure une sensation de chaleur là où ça fait mal, et détend les muscles endoloris.

POURQUOI DU ROMARIN ?

Cette herbe aromatique méditerranéenne possède des propriétés analgésiques et décontractantes efficaces pour re-

lâcher les tensions musculaires et calmer la douleur vive. L'alpha-terpinéol qu'elle contient lui confère des effets relaxants, et l'acide rosmarinique des vertus anti-inflammatoires. Utilisé en huile essentielle, le romarin agit comme un anesthésiant naturel, grâce à sa teneur en camphre (près de 21 %). Les muscles s'assouplissent, les tensions sont dénouées et la douleur apaisée. De quoi torner le cou au torticolis !

COMMENT SOULAGER LA DOULEUR AVEC DU ROMARIN ?

Déposez dans le creux de la main 2 gouttes d'huile essentielle de romarin à camphre.

Faites pénétrer sur la zone douloureuse par de légers massages circulaires.

Lavez-vous soigneusement les mains après. Répétez l'opération 3 ou 4 fois dans la journée.

LE ROMARIN EN CATAPLASME

Couper 3 ou 6 poignées de feuilles de romarin. Faire bouillir dans une casserole remplie d'eau, laissez chauffer 10 minutes puis filtrer.

Attendre que les feuilles ramollies aient un peu tîdui puis les étaler sur une compresse de gaze.

Replier le tissu et appliquer le cataplasme sur la zone douloureuse et maintenir si besoin avec un bandage.

Laisser poser pendant 15 à 20 minutes. Renouveler l'opération plusieurs fois dans la journée, en préparant, à chaque fois, un nouveau cataplasme.

ANTI-STRESS

LES AUTOMASSAGES DU COU ET DES ÉPAULES

Les tensions et de mauvaises postures peuvent finir par peser lourd sur les cervicales et descendre jusqu'aux épaules. Quelques techniques d'automassage permettent d'éviter que ces tensions ne s'installent durablement.

On masse ses trapèzes

Avant de commencer, frottez vos mains l'une contre l'autre comme pour les savonner.

Avec votre main droite, saisissez doucement le trapèze, le muscle qui suit la ligne de votre épaule gauche et étirez-le délicatement vers l'avant de la base du cou jusqu'à la pointe de l'épaule. Puis étirez-le vers l'arrière, en vous servant de votre pouce, en appuyé sur vos autres doigts.

Attrapez votre coude droit avec votre main gauche et laissez votre coude reposer dans votre main.

Avec toute votre main droite, frottez fermement pour chauffer, puis pétrissez délicatement les muscles le long de la ligne de l'épaule.

Refaites la même opération de l'autre côté avec la main droite...

On détend les cervicales

Avec toute la main, pincez fermement toute la région cervicale de la base du cou à la base du crâne. Faites-le plusieurs fois en montant et en descendant. Changez de main et renouvelez l'opération.

remontez lentement le long de la nuque en appuyant avec le bout



des doigts de chaque côté des vertèbres cervicales, en partant de la grosse vertèbre (base du cou), jusqu'au creux sous-occipital (creux à la base de la boîte

reposer à la base de votre cou. Puis tournez lentement la tête, trois à six fois dans un sens puis dans l'autre. Vous soulagez ainsi les tensions du cou. Cet exercice peut se pratiquer au bureau, avec d'autres postures de yoga...

Quand vous aurez l'habitude de faire ces massages anti-stress, essayez de coordonner mouvement de tête et massage des trapèzes.

On masse les épaules

Toujours avec la main opposée, appuyez avec l'index, le majeur et l'annulaire dans le petit creux situé à l'arrière de l'épaule d'un côté puis de l'autre. Une fois que vous aurez pris le pli, vous pourrez faire des rotations lentes de l'épaule en même temps que vous la massez, dans un sens puis dans l'autre, une épaule après l'autre.

À la fin des massages, savourez les sensations de détente quelques minutes en restant immobile et en fermant les yeux.

Merci à Laurence Cortadellas, auteure de Petits exercices spirituels et corporels à l'usage des femmes d'aujourd'hui, éditions Grancher.

DOULEURS CERVICALES : COMMENT LES PRÉVENIR ?

Les cervicales soutiennent notre crâne, protègent notre moelle épinière et nous permettent de bouger la tête et le cou. Fragiles, elles peuvent aussi être le siège de douleurs, d'où la nécessité de s'en occuper.

J'ENTRETIENS LA MOBILITÉ DE MES CERVICALES

Le matin, dès le réveil, on réalise ces mouvements, 5 fois chacun, lentement, sans forcer ni chercher une grande amplitude : ça ne doit pas "tirer".

- Assise ou debout, le dos droit, les épaules détendues, prendre une grande inspiration.
- Sur l'expiration, incliner la tête vers l'avant. Inspirer pour la remonter.
- Expirer et l'incliner vers l'arrière. Inspirer pour la remonter. Expirer et incliner la tête vers la droite. Inspirer pour la ramener au centre.
- Expirer et l'incliner vers la gauche. Inspirer pour la ramener au centre. Expirer et tourner la tête à droite. Inspirer pour la ramener au centre.
- Expirer et la tourner à gauche. Inspirer pour la ramener au centre.

JE LES DÉCONTRACTE RÉGULIÈREMENT

Avec des automassages. Commencer par réchauffer ses mains en les frottant vigoureusement l'une contre l'autre.

- Assise bien droit, pencher légèrement la tête en avant. Attraper ensuite la peau de sa nuque à

pleine main et masser toute la zone lentement mais fermement.

- Recommencer avec l'autre main pour que le massage soit complet (les appuis sont alors différents).

Pour terminer, effectuer des petits gestes circulaires du bout des doigts, en partant du bas du crâne et en descendant de chaque côté jusqu'aux muscles trapèzes.

J'ADOpte LA BONNE POSTURE

Les vertèbres cervicales doivent être dans l'alignement de la colonne vertébrale. Les bons réflexes à adopter à tout moment ? Se redresser et se grandir pour créer de l'espace entre les vertèbres. Et essayer de toujours garder le cou aligné dans le prolongement du dos. On corrige sa posture au travail, à la maison ou en voiture, on s'assure qu'on a le bon oreiller, un matelas assez ferme...

On pense aussi à vérifier sa vue, car si elle a baissé, on a tendance à projeter la tête en avant et à tirer sur la nuque.

JE RENFORCE MES CERVICALES

En effectuant des mouvements en résistance qui vont tonifier les muscles du cou.

- Mains croisées derrière la tête, coudees écartées, rentrer le menton. Pousser la tête vers l'avant avec les mains tandis que la tête résiste en poussant vers l'arrière. Répéter entre 15 et 20 fois.



• Faire le même type d'exercice en poussant la tête vers l'avant tandis que les mains posées sur la tête la poussent vers l'arrière. Répéter de 15 à 20 fois.

• Allongé, jambes fléchies, bras le long du corps, soulever la tête de 2 à 3 cm. Expirer et tourner la tête à droite, inspirer pour la ramener au centre. Expirer et la tourner à gauche, inspirer pour la ramener au centre. Continuer tout en lentre une dizaine de fois en faisant des pauses si la tête commence à devenir trop lourde.

Les bons gestes pour renforcer son cou

Voici une série d'exercices pour muscler son cou. Objectif : prévenir les douleurs et les raideurs dans la nuque et les épaules.

Le stress, la fatigue, un faux mouvement... Les douleurs à la nuque et les épaules sont vite arrivées. Voici les bons mouvements pour prévenir les raideurs. Ils sont à pratiquer deux à trois fois par semaine.

MUSCLER SON COU : VERSION FACILE

Position de départ

Debout, jambes écartées de la largeur du bassin, hisser la tête vers le ciel pour grandir la colonne vertébrale en gardant les épaules abaissées et détendues.

Mouvement 1

Croiser les mains derrière la tête. Les mains sont écartées et le menton, rentré.

Sur une expiration, pousser les mains vers l'avant tandis que la tête, immobile, résiste à la pression jusqu'à sentir une contraction dans l'arrière du cou, mais sans douleur ni crispation. Maintenir 5 à 10 secondes. Répéter 10 fois.

Mouvement 2

Poser une paume de main sur le front et rentrer le menton.

Sur une expiration, exercer une pression de la main sur le front et, en même temps, pousser la tête vers l'avant et vers le bas, en gardant immobile, jusqu'à sentir une contraction dans l'avant du cou, sans douleur ni crispation. Maintenir 5 à 10 secondes. Répéter 10 fois.

Mouvement 3

Poser la paume de main gauche sur la tempe gauche, coude écarté et menton un peu rentré.

Sur une expiration, pousser progressivement la main sur la tempe tandis que la tête résiste en restant immobile. Pour augmenter la résistance, pousser en même temps la tête vers la main, jusqu'à sentir une contraction dans le côté gauche du cou.

Maintenir la contraction 5 à 10 secondes puis relâcher. Répéter 5 fois de chaque côté.

MUSCLER SON COU : VERSION AVANCÉE

Position de départ

Allongé sur le dos, bras le long du corps, jambes serrées. Fléchir les pieds vers soi et poser les mains sur les crêtes iliaques (les petits os situés sur chaque hanche). Les coudees, légèrement écartées, sont posés au sol. Baisser un petit peu le menton.

Sur une inspiration, soulever délicatement la tête de 2 ou 3 cm en maintenant les épaules détendues au sol.

Mouvement

Expirer et tourner lentement la tête vers la gauche en la maintenant dans l'axe de la colonne vertébrale. Garder tout le reste du corps immobile et sans tension.

Inspirer en ramenant lentement la tête au centre, sans la reposer au sol.

Expirer en tournant la tête vers la droite.

Inspirer en ramenant au centre.

Répéter 3 fois au début (en reposant la tête entre chaque série si c'est trop dur), puis monter peu à peu jusqu'à 10 ou 20 séries.

CENTRAFRIQUE

La Russie livre des armes

La Russie a livré une cargaison d'armes légères à la Centrafrique après en avoir informé l'ONU qui impose un embargo sur les armes à ce pays déchiré par la guerre civile, a annoncé lundi l'ambassadeur de Russie en Centrafrique.

"La Russie a livré à titre gratuit la 3e cargaison des armes légères à la République centrafricaine. Ce sont des armes légères, c'est-à-dire armes automatiques, mitrailleuses, fusils de précision, pistolets, lance-roquettes, grenades et munitions", dont 5.000 fusils d'assaut AK-47, a annoncé Vladimir Titorenko dans un communiqué.

"M. Titorenko a expliqué que l'autorisation du Conseil de la Sécurité de l'ONU n'était pas nécessaire pour effectuer un transfert d'armes légères, il ne fallait que le notifier", a précisé l'ambassade dans le communiqué.

L'embargo sur les armes a été imposé en 2013, après qu'une coalition de groupes armés a renversé le régime du président François Bozizé et plongé le pays dans la guerre civile.

La Russie, qui mène depuis 2018 une offensive diplomatique dans cette ancienne colonie française, a obtenu du Conseil de sécurité des Nations unies un assouplissement de l'embargo en octobre, à près d'un premier allègement en 2019, qui permettait la fourniture d'armes de calibres inférieurs à 14,5mm. En octobre, la Russie avait livré à l'armée centrafricaine une dizaine de blindés.

Soudan

L'Allemagne effacera 360 millions d'euros de dettes

L'Allemagne a annoncé lundi une aide de plusieurs millions d'euros pour alléger la dette du Soudan, à l'occasion d'une conférence internationale organisée à Paris pour soutenir financièrement le pays.

Selon le texte d'un discours diffusé par le ministère des Affaires étrangères, le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas a déclaré que la République fédérale effacerait 360 millions d'euros de dettes bilatérales avec le Soudan.

En outre, Berlin apportera jusqu'à 90 millions d'euros pour aider le Soudan à solder son arriéré de dette avec le Fonds monétaire international.

"Le gouvernement soudanais a besoin de la marge financière nécessaire pour mettre en œuvre des réformes politiques et économiques.

L'allègement de la dette et la mise en œuvre par le Soudan du programme de suivi du FMI jouent un rôle central", a souligné M. Maas, selon ce discours.

Le ministre a souligné que le processus de réforme politique et économique entamé au Soudan était "ardu, mais il offre une opportunité historique pour plus de paix, de perspectives économiques et de liberté pour le peuple".

La France a pour sa part annoncé un prêt-relais d'un montant de 1,5 milliard de dollars au Soudan, pour lui permettre de couvrir ses arriérés vis-à-vis du FMI. Pour le sommet organisé à Paris, le président français Emmanuel Macron a accueilli lundi après-midi le président soudanais Abdel Fattah el-Burhan, ainsi que ses homologues d'Égypte, d'Éthiopie et du Rwanda.

Des dirigeants du FMI, de la Banque Mondiale et de l'Union africaine, des chefs de la diplomatie européens (Italie, Allemagne) et du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït), des représentants de l'ONU et de l'UE étaient également présents.

APS

LIBYE

Boukadoum appelle à la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu

Le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a jugé mardi "primordial" la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu en Libye et le retrait des mercenaires et combattants étrangers pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

S'exprimant à l'ouverture de la réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) consacrée à la Libye, Boukadoum a appelé à fournir des efforts supplémentaires pour mieux aider le gouvernement intérimaire à atteindre les priorités clés de son plan d'action dans les domaines politique, sécuritaire et socioéconomique.

"Sur le plan sécuritaire: la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, signé le 23 octobre 2020, y compris le retrait des combattants et mercenaires étrangers et l'application de l'embargo sur les armes (imposé) par le Conseil de sécurité de l'ONU, en plus du déploiement effectif du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, (conduit par les libyens) est primordial si nous voulons préserver la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye", a déclaré Boukadoum.

F élicitant les acteurs libyens pour leur engagement



constructif et détermination à rétablir l'unité et la paix dans leur pays après des années de conflit et d'ingérences étrangères. M. Boukadoum a pour autant estimé que la situation exigeait une attention soutenue de

la communauté internationale.

"Malgré ces développements encourageants, de nombreux défis restent à relever en raison d'une décennie d'instabilité qui a causé des blessures internes pro-

fondes et graves", a-t-il relevé, soulignant que "des efforts supplémentaires sont nécessaires pour s'attaquer de manière globale aux tensions militaires, politiques et économiques qui ont alimenté la crise en Libye".

Al-Mangoush réclame le retour des agences onusiennes

La cheffe de la diplomatie libyenne, Nadjla Al-Mangoush, a réclamé, lundi, auprès de l'ONU, le retour de toutes les agences onusiennes en Libye, jugeant "incompréhensible que ces dernières continuent à intervenir à distance", rapportent des médias libyens.

Mme. Al-Mangoush qui s'est entretenue au téléphone avec le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a souligné que "le retour des agences onusiennes sur le sol libyen sera un signal fort de la part des Nations-unies".

"La Libye a besoin de l'aide des agences onusiennes dans les villes en-

clavées se trouvant notamment au sud", a plaidé la ministre des Affaires étrangères.

Nadjla Al-Mangoush a abordé par ailleurs avec le SG de l'ONU les derniers développements sur la scène nationale libyenne et internationale, en se focalisant sur le respect du cessez-le-feu en vigueur, l'application des recommandations du Comité militaire mixte 5+5, la réforme du secteur de sécurité et le désarmement des milices.

Sur la scène internationale Mme. Al-Mangoush a insisté particulièrement sur la situation prévalant en Palestine, déplorant les agressions et les

violences perpétrées par l'entité sioniste contre les palestiniens.

Nadjla al-Mangoush, première femme, à être nommée cheffe de la diplomatie dans l'histoire de la Libye, a subi récemment des critiques sévères de la part de certaines parties libyennes suite à son appel au retrait de toutes les forces et mercenaires étrangers de la Libye.

"Les Libyens veulent préparer les élections générales du 24 décembre prochain loin des armes et de la violence", a souligné Mme al-Mangoush au cours de sa visite dans les villes de Gatroun et Maâbar al-Toum.

BURKINA FASO

Le parti au pouvoir déplore le regain des attaques terroristes

Le Mouvement des peuples pour le progrès (MPP, au pouvoir) a déploré lundi le regain des attaques terroristes enregistrées au Burkina Faso depuis quelques semaines, tout en appelant le gouvernement à intensifier sa lutte anti-terroriste.

Depuis plusieurs semaines, le Burkina Faso "re-

noue avec les affaires de terrorisme qui sèment la mort et la désolation dans certaines contrées de notre territoire", a déclaré lors d'un point de presse le président du MPP, Simon Compaoré.

Il a ajouté que son parti regrette ce regain de terreur et invite le gouvernement à

poursuivre ses efforts dans le renforcement des capacités opérationnelles des Forces de défense et de sécurité et des supplétifs de l'armée.

Les Forces de défense et de sécurité burkinabè ont entrepris des opérations de ratissage du 3 au 9 mai au Nord et au Sahel à travers

l'opération "Houme" (Dignité en fulfulde), qui a abouti au démantèlement des bases de groupes armés et à la neutralisation de plusieurs terroristes.

Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés.

NIGER

Plus de 10.000 déplacés en 48 heures à cause des attaques terroristes

Plus de 10.000 personnes ont fui leurs villages en 48 heures dans l'Ouest du Niger en raison des attaques terroristes répétées, ont indiqué lundi les Nations unies et les autorités locales.

"Onze mille personnes (soit 1624 ménages) ont trouvé refuge entre le 14 et le 15 mai 2021 dans la ville de Tillabéri (capitale régionale), dans la localité de Namari Gougou et la commune rurale de Sarkoira", selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires

humanitaires de l'ONU (Ocha) à Niamey.

"Les déplacements se poursuivent" et des "déplacés se dirigent (même) vers Niamey", mais leur nombre n'est pas encore déterminé, s'alarme Ocha.

Un responsable municipal de la zone de l'Anzourou, ciblée par les exactions terroristes, a confirmé que "plus de 10.000 villageois ont déjà fui la zone en deux jours", et a alerté que "plusieurs autres villages sont en train de se vider".

Selon l'agence onusienne, les habitants déplacés viennent des villages de Zibane-Koira Zéno, Zibane Koira-Tégué, Kofouno et de Gadabo, situés dans l'Anzourou, une zone composée de 24 villages, qui fait partie de l'immense et instable région de Tillabéri (100.000 km2).

En mai, 20 personnes ont été massacrées dans ces villages, après une précédente tuerie de 13 personnes en mars.

PALESTINE

Associated Press demande une enquête sur le bombardement de son bureau à Ghaza par Israël

L'Agence américaine "Associated Press" (AP) a appelé dimanche à une enquête indépendante sur une frappe aérienne israélienne qui a visé et détruit un bâtiment dans la ville de Ghaza qui abritait ses bureaux, indique un communiqué de l'agence.

La rédactrice en chef de l'AP, Sally Buzbee, a déclaré dans un communiqué qu'il fallait une enquête indépendante sur les circonstances de la frappe aérienne israélienne sur la tour Al-Jalaa dans la bande de Ghaza, dans laquelle se trouvait le bureau de l'agence.

"Le public mérite de connaître les faits (...) le gouvernement israélien n'a pas encore fourni de preuves claires pour justifier son attaque, qui a détruit et rasé la tour composée de 12 étages", a ajouté Buzbee.

"Nous sommes dans un état de conflit (...) et nous ne sommes du côté d'aucune partie dans ce conflit", a-t-elle souligné. Il est plus approprié, pour elle, d'"avoir une perception indépendante sur ce qui s'est passé hier, une enquête indépendante". Il est à noter que le nombre des victimes des



attaques sionistes continues contre Ghaza est passé, depuis lundi, à 197, dont 58 enfants et 34 femmes, en plus de 21 morts et des centaines de blessés en Cisjordanie occupée, selon le ministère palestinien de la Santé.

LIBAN

Aoun souligne la priorité d'un gouvernement de réformes

Le président libanais, Michel Aoun, a confirmé lundi que la formation d'un nouveau gouvernement constitue une priorité pour le gouvernement du Liban, ont rapporté des médias locaux.

Selon l'agence de presse libanaise (ANI), le chef de l'Etat libanais, a fait sa déclaration lors d'un entretien avec le vice-ministre italienne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Marina Sereni. Il a affirmé que les au-

torités libanaises, "n'épargneront aucun effort pour atteindre cet objectif et former un gouvernement en charge d'oeuvrer en faveur des réformes, d'achever la lutte contre la corruption, ainsi que d'effectuer l'audit juricomptable."

A cette occasion, M. Aoun a appelé "les pays amis du Liban, en particulier l'Italie, à soutenir le pays dans ses efforts pour récupérer les fonds transférés à l'étranger, en particulier vers les

banques européennes", notant que "la lutte contre la corruption rétablit la régularité de la structure économique de l'Etat". Il a également souligné que "la pratique démocratique au Liban est sauvegardée, malgré toutes les circonstances difficiles que traverse le pays, et qu'elle se traduira par les prochaines élections législatives et municipales qui se tiendront à temps en 2022". Le gouvernement de Hassan Diab, qui mène ac-

tuellement les affaires, a démissionné le 10 août, et ce, à six jours seulement d'une explosion catastrophique qui a secoué le port de la capitale Beyrouth. Saad Hariri a été officiellement désigné pour former le gouvernement libanais en octobre dernier, mais il n'a pas été en mesure d'achever cette mission en raison des divergences politiques, à un moment où le pays traverse une grave crise économique.

TURQUIE - SYRIE

Un chef militaire kurde syrien tué lors d'une opération turque (Erdogan)

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé lundi qu'un haut responsable militaire kurde syrien avait été tué lors d'une opération des services de renseignement turcs en Irak. L'armée turque a lancé en avril dans le nord de l'Irak une nouvelle offensive terrestre et aérienne contre des bases de séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK), une organisation considérée comme terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Selon M. Erdogan, le haut responsable kurde tué, connu par le nom de guerre de Sofi Nurettin, était le commandant militaire du PKK en Syrie.

"Ce terroriste, qui a commis de nombreux actes sanglants, est aussi responsable de nombreuses attaques

contre nos militaires", a déclaré M. Erdogan. La Turquie avait accusé en février le PKK d'avoir exécuté 13 de ses ressortissants, membres des forces de sécurité pour la plupart, qu'il retenait en captivité dans le nord de l'Irak depuis plusieurs années. Selon le chef de l'Etat turc, Sofi Nurettin ferait partie des commanditaires de l'exécution de ces 13 personnes.

COLOMBIE

Un autre décès lors d'une manifestation au 20^e jour de la gronde



Au moins une personne a été tuée et plusieurs bâtiments publics ont été détruits lors d'une nouvelle violente nuit de protestations dans le Sud de la Colombie, théâtre depuis 20 jours de manifestations contre le gouvernement.

Selon les autorités, un homme est mort à la suite d'affrontements qui ont éclaté dimanche soir lorsque trois postes de police ont été attaqués dans la municipalité de Yumbo (Sud-Ouest). Parallèlement, plusieurs bâtiments gou-

vernementaux et bureaux de banques ont été détruits dans la ville de La Plata (Sud) lors de violences où quatre policiers ont été blessés. "Les habitants de Yumbo voulaient défilier pacifiquement mais d'autres voulaient provoquer le chaos", a déclaré lundi à une radio locale le maire Jhon Jairo Santamaria, faisant état de seize blessés dont certains grièvement. La police a pour sa part indiqué que six de ses membres ont été blessés et qu'ils avaient été visés "avec des armes à feu".

FRANCE

L'ancien président Sarkozy à nouveau devant les juges

L'ancien président français, Nicolas Sarkozy, a de nouveau rendez-vous avec les juges à partir de jeudi à Paris pour les dépenses excessives de sa campagne présidentielle de 2012, dans l'affaire dite "Bygmalion", rapportent des médias locaux.

Le procès, qui doit durer jusqu'au 22 juin, aurait dû commencer le 17 mars mais avait été ajourné en raison de l'hospitalisation d'un des 14 prévenus.

L'ancien président, qui sera interrogé la semaine du 14 juin, est soupçonné d'avoir laissé filer ses comptes de campagne au-delà de leur plafond légal malgré les avertissements des experts-comptables.

Poursuivi pour "financement illégal de campagne électorale", il encourt un an d'emprisonnement et 3.750 euros d'amende.

Selon l'accusation, l'ancien président "a incontestablement bénéficié" d'un système de fausses factures qui lui a permis de disposer pour la campagne de moyens "bien supérieurs à ce que la loi autorisait".

L'enquête n'a toutefois pas établi que le chef de l'Etat avait décidé de la mise en place du système, ni qu'il y avait participé ou même en avait été informé.

Il est reproché au candidat à Sarkozy de ne pas avoir tenu compte de deux alertes des experts-comptables pendant sa campagne, en mars et avril 2012.

Seul un des juges d'instruction, Serge Tournaire, a signé l'ordonnance de renvoi devant le tribunal. L'autre juge en charge du dossier, Renaud Van Ruymbeke, a estimé que les charges contre l'ancien président étaient insuffisantes et s'est désolidarisé de son collègue.

Les 13 autres prévenus sont d'anciens cadres de l'ancien parti de droite Union pour un mouvement populaire (UMP, devenue Les Républicains, partie civile au procès), des responsables de la campagne de 2012 et des dirigeants de Bygmalion, une société d'événementiel chargée d'organiser les meetings du candidat Sarkozy via sa filiale Event & Cie. Ils comparaissent pour faux et usage de faux, abus de confiance, escroquerie et financement illégal de campagne électorale, et complicité ou recel de ces délits.

RUSSIE - ETATS-UNIS

Rencontre Lavrov-Blinken jeudi en Islande

Une rencontre entre le chef de la diplomatie russe, Serguei Lavrov, et son homologue américain Antony Blinken est prévue jeudi en Islande, en marge de la session ministérielle du Conseil de l'Arctique, afin de "clarifier les intentions américaines" à l'encontre de la Russie, ont rapporté les médias.

Dans un récent entretien à Sputnik sur l'état actuel de la coopération entre la Russie et les Etats-Unis, Serguei Lavrov a constaté "un manque de compréhension et de respect mutuels", soulignant toutefois "le désir de Moscou de travailler sur un pied d'égalité avec Washington".

Le chef de la diplomatie russe a dit espérer "une conversation professionnelle" avec le secrétaire d'Etat américain.

"J'attends une conversation professionnelle qui aidera à clarifier les intentions des Etats-Unis dans leurs relations avec nous, et concernant leur position sur les questions internationales affectant de façon ou d'une autre nos intérêts", a déclaré M. Lavrov.

Les deux responsables devraient se rencontrer jeudi en marge de la session ministérielle du Conseil de l'Arctique, avant un éventuel sommet entre les présidents américain Joe Biden et russe Vladimir Poutine en juin prochain.

Au cours d'une conversation téléphonique tenue la semaine passée, Lavrov et Blinken ont convenu de discuter lors de cette réunion des questions clés des relations bilatérales et de l'ordre du jour international.

ARTISANAT Inauguration de l'exposition "expressions artistiques de terre et de feu"

Une exposition dédiée à la céramique et à la poterie, réunissant les œuvres d'une cinquantaine d'artisans, et intitulée "expressions artistiques de terre et de feu", a été inaugurée lundi à Alger par la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda.

Organisée au palais de la culture Moufidi-Zakaria, cette exposition se décline en trois volets, poterie traditionnelle, céramique, et tableaux en céramique, sculpture et céramique contemporaine.

Un premier espace réservé à la poterie traditionnelle abrite la collection du palais de la culture ainsi que des stands d'artisans venus exposer leurs outils et équipements de travail pour expliquer aux visiteurs leurs procédés de création.

Une autre salle du palais de la culture propose aux visiteurs de découvrir les œuvres de céramistes connus à l'image de Toufik Boumahdi, Saïd Djaballah ou encore Kamel Bellazoug qui exposent différents ob-



jets de décoration et tableaux et céramique.

La galerie Baya expose, quant à elle, des œuvres contemporaines faites de terre comme des sculptures, de la mosaïque, des carreaux de faïence décorés de motifs amazigh ou de

reproduction de peintures rupestres ou encore des objets de décoration contemporains.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la ministre de la Culture et des Arts a indiqué que cette exposition visait à mettre en avant les

talents créatifs algériens et à leur offrir un espace pour promouvoir leur production et rencontrer le public.

L'exposition "expressions artistiques de terre et de feu" est ouverte au public jusqu'au 21 mai en cours.

BECHAR Découverte d'un nouveau site d'art rupestre dans la région de Béni-Ounif

Un nouveau site d'art rupestre vient d'être découvert dans la région frontalière de Béni-Ounif (Nord de Bechar), a-t-on appris mardi de la direction locale de la Culture et des Arts.

La découverte de ce nouveau site de gravures rupestres a été faite par les éléments de la brigade de protection du patrimoine culturel, relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, créée récemment dans le but d'une protection sécuritaire du patrimoine culturel matériel et immatériel, a précisé à l'APS le coordinateur du patrimoine culturel, Abdelhamid Nougla.

Ce nouveau site de gravures rupestres présente "un intérêt important dans la connaissance histoire humaine et de notre pays, de même que les dessins découverts à cette occasion (bovidés), relèvent certainement de la période protohistoire", a-t-il expliqué.

"Une expertise sera prochainement réalisée par des experts nationaux pour connaître avec exactitude l'ère historique où ces gravures rupestres ont été dessinées", a-t-il souligné. La découverte de ce site démontre que les humains et certaines espèces animales disparues ont longtemps vécu dans la région de Bechar, qui compte plusieurs sites du genre à Taghit, Abadla, dont celui de Marhouma (wilaya de Béni-Abbes, a fait savoir M.Nougla.

GHARDAÏA Le costume traditionnel, symbole d'une élégance ancestrale

Ghardaïa, 18 mai 2021 (APS) - Symbole d'élégance et véhiculant fièrement les coutumes et us culturels et patrimoniaux de la région du sud du pays, l'habit traditionnel continue de susciter un engouement et un regain d'intérêt chez les habitants du M'zab, en particulier les jeunes générations. L'habit traditionnel de la gent masculine, dont la Gandoura assortie d'un chèche ou chéchia aux couleurs blanches, ainsi que les costumes classiques, continuent de séduire les jeunes Ghardaïois, de par leur coupe et la qualité de leur tissu, et ce surtout lors des fêtes et des événements religieux. Face à une forte demande de l'habit traditionnel, de nombreux commerçants s'adonnent à ce type de commerce à travers les différentes rues et ruelles de la capitale du M'zab (Ghardaïa).

Pour de nombreux couturiers traditionnels, "les fêtes et autres occasions religieuses sont des

périodes de l'année florissantes et propices à la vente d'habits traditionnels qui s'écoulent comme des petits pains". Ceci illustre remarquablement le fait que les nouvelles générations restent viscéralement attachées aux traditions, aux coutumes et usages ancestraux, très ancrés dans la société du sud du pays en dépit de la mode moderne envahissante. Pour ammi Hadj Abdelaziz, vendeur de costumes traditionnels, les habitants du Sud maintiennent leurs traditions et la demande sur les vêtements traditionnels (Gandoura, Chèche et Chechia, entre autres) connaît une hausse à l'occasion des fêtes, guidée certainement par le climat aride qui incite à porter des vêtements clairs, amples et légers. La mythique place du "Souk" de Ghardaïa prend également goût pour ce type de commerces d'habit traditionnel, avec des revendeurs itinérants exposant leurs

produits (Gandoura), généralement d'importation, qui viennent s'ajouter aux magasins spécialisés dans l'habit traditionnel. De nombreux tailleurs et ateliers de fabrication d'habit traditionnel, ayant pignon sur rues et ruelles les plus fréquentées, s'attèlent à mettre en valeur la beauté d'un art ancestral du Sud du pays. Alliant modernité et tradition, et beauté et finesse d'un art, déjà bien ancré dans les us et coutumes de la région, ce travail manuel de confection de la Gandoura est l'œuvre d'artisans qui ont hérité un legs traditionnel et esthétique démontrant la beauté de l'habit authentique. Restant fidèle aux origines et à la culture ancestrale et forts de leur esprit de créativité, les artisans et stylistes ne cessent de donner à cet habit traditionnel, particulièrement la Gandoura, une touche de plus en plus moderne en laissant libre cours à leur imagination.

Dans la région de Ghardaïa, l'habit traditionnel porté durant les fêtes est presque le même et représente le symbole de la diversité et de la pluralité de ce legs civilisationnel. Il est constitué pour certains de la classique Gandoura blanche en tissu et parfois en laine pure (en hiver), avec ou sans manches et d'un couvre-chef blanc. Il comporte, pour d'autres, une Gandoura blanche et une Chéchia ou un Chèche blanc.

L'habit traditionnel, empreinte d'une culture séculaire

L'habit traditionnel dans la région conserve les empreintes de toute une culture séculaire jalousement préservée et témoigne également d'un savoir-faire ancestral exécuté par les petites mains d'artisans dans leurs petites boutiques et dont la valeur ne cesse de croître. Avec leur tenue traditionnelle,

gandouras blanches et chéchia ou Chèche (turban noué avec art), les habitants de Ghardaïa s'emprennent d'une ambiance particulière dans toutes les fêtes et autres événements religieux, qui sont une aubaine pour les artisans spécialisés dans l'artisanat et l'habit traditionnel pour écouler leurs produits. Il n'en demeure pas moins que l'habit traditionnel est fortement menacé aujourd'hui par l'invasion de produits d'origine étrangère, notamment les gandouras made in china et autres pays asiatiques, à bon marché et de mauvaise qualité, a souligné Hadj Ibrahim, vendeur d'articles d'artisanat. Heureusement qu'il y a encore des inconditionnels connaisseurs du travail artisanal local, qui cassent leur tirelire pour s'offrir des habits traditionnels typiquement de la région et maintenir en vie un art ancestral, a-t-il précisé à l'APS.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE BLIDA
N.I.F : 0905954993700

Avis d'attribution provisoire du contrat

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics, la DREW de Blida informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 009/S.A.E.P/D.R.E.W/2021 paru aux quotidiens nationaux اخبار الوطن - DK NEWS en date du 11/04/2021 et le BOMOP, relatif à la rénovation des réseaux d'AEP contre MTH de nord de Belouadi - Larbaa, que le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant:

| Projet | Entreprise Retenue | Note Technique /100 | Montant de l'offre en TTC (DA) | Montant de l'offre corrigé en TTC (DA) | Délais (mois) | NIF entreprise | Observation |
|--|--------------------|---------------------|--------------------------------|--|---------------|-----------------|---|
| Rénovation des réseaux d'AEP contre MTH de nord de Belouadi - Larbaa | EURL SERGH | 64,17 | 11 578 581,00 | 11 578 581,00 | 06 | 000106050348604 | Coffre moins distants qualifiés techniquement |

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de Monsieur le président de la commission des marchés publics de la wilaya de Blida dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale, conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics.

ARGENTINE - INTERNET L'Argentine à son tour interdit à Facebook d'utiliser les données de WhatsApp

L'Argentine a ordonné à Facebook de suspendre pour six mois l'utilisation des données que mettrait à sa disposition le service de messagerie WhatsApp dans le cadre de la modification controversée de ses conditions de confidentialité.



Selon la décision publiée lundi au Journal officiel, cette décision vise à prévenir "un abus de position dominante".

Durant cette période, l'agence nationale qui protège les données personnelles et l'accès aux informations publiques mènera une enquête sur les projets de Facebook.

L'Argentine n'est pas le seul

pays à sévir contre la tentative du réseau social américain de partager les données des utilisateurs entre ses différentes applications (Facebook, WhatsApp, Instagram), puisque les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil et l'Allemagne ont également pris des mesures similaires.

Le leader des applications de messagerie a informé ses

utilisateurs en début d'année qu'ils devaient consentir à une nouvelle politique d'utilisation de leurs données pour continuer à utiliser le service de messagerie.

Elle permet de partager davantage d'informations avec sa société mère Facebook à des fins de publicité et de commerce électronique.

TÉLÉCOMMUNICATION Mascara: mise en service de deux stations 4G de téléphonie et d'internet



La wilaya de Mascara a été dotée de deux stations de téléphonie et d'internet de quatrième génération (4G), a-t-on appris lundi auprès de l'unité opérationnelle de wilaya d'Algérie Télécom.

En effet, deux stations de téléphonie et d'internet de quatrième génération (4G), d'une capacité de 1.600 lignes ont été installées hier au village de Sidi Hamadouche dans la commune de Sedjara et au village de Beni Nessigh dans la commune de Fraguig, selon le chargé d'information auprès de l'unité opérationnelle locale d'Algérie Télécom, Djamel Derir, qui a souligné la bonne qualité de ces équipements et leur haut débit, en attendant de les mettre à la disposition de la population.

Le nombre de stations de téléphonie et d'internet de la tech-

nique 4G a atteint dans la wilaya de Mascara, après la mise en service de ces deux nouvelles bases, 61 dont 59 installées et mises en service l'an dernier permettant d'élargir la couverture dans des zones d'ombre.

Par ailleurs, trois (3) centres de Nœuds d'accès multi-service (MSAN) ont été récemment mises en service hissant ainsi le nombre des centres MSAN à 182 au profit de 70.000 abonnés au téléphone fixe.

La longueur du réseau de fibre optique dans la wilaya de Mascara est de 2.147 kilomètres permettant de raccorder des sièges de communes et de 87 annexes administratives communales au réseau de fibre optique, a rappelé M. Derir.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA D'ALGER

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DE LA RESTRUCTURATION DES QUARTIERS

NIF : 41 000 20000 16085

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'Aménagement et de la Restructuration des Quartiers de la Wilaya d'Alger informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale, concernant le projet suivant : **Travaux de réhabilitation du reste à réaliser des immeubles sis rue Hassiba Ben Bouali - Alger** repartis en 05 lots: **Lot 1 :** Immeubles n° 133, 137, 139, 141, rue Hassiba BEN BOUALI - **Lot 2 :** Immeubles n° 163, 165, 171, 173, 175, 177, rue Hassiba BEN BOUALI - **Lot 3 :** Immeuble n°143, rue Hassiba BEN BOUALI - **Lot 4 :** Immeubles n°145, 147, 151, 153, 159, rue Hassiba BEN BOUALI - **Lot 5 :** Immeubles n° 149 et 155, rue Hassiba BEN BOUALI, Paru dans le BOMOP et dans les quotidiens nationaux suivants : DK NEWS et EL CHAHED en date du 23/12/2020 et suite au procès-verbal de jugement des offres en date du 18/01/2021, la commission a attribué le projet de marché provisoirement aux entreprises citées ci-dessous, selon les critères d'évaluation des offres prévues au cahier des charges.

| N° LOT | Entreprise / NIF | Note obtenue / 60 | Montant de l'offre en TTC | Montant corrigé de l'offre en TTC | Montant de l'offre après rabais en TTC | Délai de réalisation | Observation |
|-----------|--|-------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|----------------------|---|
| Lot n° 02 | SARL ARAFAT BAT NIF : 001216098515769 | 57,50 | 56 945 807,80 DA | 56 945 807,80 DA | moins disant | 12 Mois | Offre moins disante |
| Lot n° 05 | ETB ADJEROUD El Kheir NIF : 195018030209054 | 41,87 | 51 500 962,80 DA | 51 500 962,80 DA | moins disant | 16 Mois | Offre moins disante |
| Lot n° 03 | ETB AMARI Ahmed NIF: 198542120154626 | 41,50 | 46 650 201,50 DA | 46 650 201,50 DA | moins disant | 12 Mois | Offre moins disante |
| Lot n° 01 | ETBHP OUARET Mohamed Said NIF : 170190300315191 | 40,50 | 56 962 860,50DA | 59 023 464,50DA | 51 893 429,98 DA | 20 Mois | Retenue après son alignement sur l'offre la moins disante de l'entreprise SARL ARAFAT BAT |
| Lot n° 04 | ETB ZAOUI Djamel NIF : 198119030073726 | 41,66 | 58 378 436,90DA | 59 696 837,90DA | 59 619 232,011 DA | 12 Mois | Retenue après son alignement sur l'offre la moins disante de l'entreprise SARL ARAFAT BAT |

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres sont invités de se rapprocher des services de la Direction de l'Aménagement et de la Restructuration des Quartiers au plus tard **trois (03) jours** à compter de la première parution de cet avis.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré peut introduire un recours dans les **dix (10) jours** à compter de la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya d'Alger.

FÉDÉRATIONS SPORTIVES "Performance, bonne gouvernance et reddition des comptes" à la base de tout financement (MJS)

Le financement des Fédérations et associations sportives nationales "se fonde, exclusivement, sur les principes de performance, de bonne gouvernance et de reddition des comptes", a souligné le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) dans une circulaire fixant les modalités d'attribution des dotations.

L'opération de financement des Fédérations et associations sportives, s'effectue "sur la base de l'évaluation de leurs programmes d'activités et de leurs projets de manifestations sportives et des conditions d'emploi des financements antérieurs", selon la circulaire N.1 du 11 mai 2021.

A cet effet, un Comité technique placé auprès du MJS est "chargé d'évaluer les demandes de financement des Fédérations et associations sportives nationales au titre du chapitre 43-02 du budget de fonctionnement du ministère et de formuler des propositions de répartition des crédits disponibles".

Le Comité technique est assisté dans ses missions par une sous-commission technique d'évaluation et de financement des associations sportives, placée auprès de la Direction générale des Sports relevant du MJS.

Les financements, au titre de l'article 1 du chapitre n 43-02 du budget de fonctionnement du MJS, sont répartis entre une dotation initiale, octroyée après examen du programme et/ou projet proposé pour l'année, et une dotation supplémentaire accordée à titre de bonus sur la base de l'évaluation de la gestion de l'exercice précédent.

Dans ce cadre, le MJS a procédé à une classification, par groupes et par catégories, des Fédérations et associations sportives nationales, selon "les objectifs propres à chaque discipline sportive, l'appréciation rigoureuse des niveaux de performance et de bonne gouvernance des fédérations et associations sportives nationales".

Selon la classification adoptée, le Groupe 1 concerne les fédérations sportives nationales spécialisées "délégataires de missions de service public et celles reconnues d'utilité publique et d'intérêt général".

Le Groupe 2 comprend les fédérations spécialisées "non olympiques et reconnues par le Comité international olympique à forte audience nationale et internationale".

Quant au 3e Groupe, il concerne les fédérations sportives nationales spécialisées "non olympiques et reconnues par le Comité international olympique à faible audience nationale et internationale".

En revanche, le 4e et dernier Groupe englobe les fédérations et associations sportives nationales "ayant une mission de développement de la discipline et de la massification de la pratique sportive".

Au chapitre "Contrôle et reddition des comptes", il est stipulé que le financement des Fédérations et associations sportives nationales, est subordonné au respect des clauses contractuelles, en termes de performance et de bonne gouvernance, ainsi qu'à la conformité des dispositions législatives et réglementaires applicables.

A cet égard, les Fédérations et associations sportives nationales "sont tenues d'utiliser les financements exclusivement aux fins et conformément à l'objet pour lesquels ils ont été accordés, d'en rendre compte et d'en justifier systématiquement l'emploi", note la circulaire du ministère de la Jeunesse et des Sports.

APS

CYCLISME

La Fédération algérienne tiendra une AGEx le 28 mai à Oran

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) tiendra une Assemblée générale extraordinaire (AGEx) le 28 mai, en marge de la 25e édition du Grand Prix d'Oran, pour élire trois nouveaux membres au sein de son Bureau exécutif, a-t-on appris mardi auprès de l'instance.



De nouveaux membres appelés à remplacer les trois membres démissionnaires, ayant rendu le tablier dernièrement pour éviter le cumul de fonctions, comme stipulé par le décret exécutif N. 21-60 du 8 février 2021.

Dans un premier temps, la Fédération avait essayé de puiser dans la liste des membres suppléants, qui n'avaient pas

été retenus lors de la précédente Assemblée générale électorale de l'instance.

Mais il se trouve que ces derniers aussi étaient concernés par le cumul de fonctions et ont fait le choix de rester au sein de leurs Ligues respectives.

Ainsi, la FAC n'avait plus d'autres choix que de convoquer cette AGEx, pour élire les trois membres qui lui permettront de compléter son Bureau exécutif.

Le dépôt des candidatures se fera entre le 18 et le 23 mai, sachant que les composantes des commissions de candidatures et de recours seront les mêmes que lors de la précédente Assemblée générale électorale de l'instance, selon la FAC.

HALTÉROPHILIE - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021 L'Algérie avec 15 représentants à Nairobi

Quinze haltérophiles (10 messieurs et 5 dames) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats d'Afrique seniors, qui se dérouleront du 24 au 31 mai à Nairobi (Kenya), a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline.

Chez les messieurs, les représentants algériens dans cette compétition sont: Abderraouf Chettioui (55 kg), Omar Fenni (61 kg), Adel Lahcene (67 kg), Nafaâ Siryak (73 kg), Samir Fardj-Allah (81 kg), Farès Touairi (89 kg), Salim El Bakour (89 kg), Saddam Messaoui (96 kg) Farid Sadi (102 kg) et Walid Bidani (+109 kg).

Chez les dames, les couleurs nationales seront représentées par Fatima-Zahra Belghouati (59 kg), Ikram Cherara (64 kg), Bouchra Hirèche (81 kg), Maghnia Hammadi (76 kg) et Kheira Hamou (71 kg).

Les messieurs seront encadrés par Abdenacer Aouina et Yahiaoui Abdelmounaem (coaches principaux), avec l'assistance de l'entraîneur Amar Mezghiche (adjoint), alors qu'Abdelaziz Mezouar sera le coach personnel de Walid Bidani.



Pour ce qui est des dames, elles seront encadrées par les techniciens: Toumi Ali et Youcef Choukri, en présence du Directeur technique national, Yahia Zaïdi.

La délégation sera conduite par le président de la Fédération algérienne d'haltérophilie, Ismail Boulahia.

Elle se rendra le 21 mai au Kenya, soit trois jours avant le début de la compétition, pour avoir le temps de récupérer du voyage et se préparer dans de bonnes conditions.

Ces Championnats d'Afrique ont une importance capitale pour l'ensemble des athlètes participants, car considérés comme la dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo, initialement prévus en 2020 et décalés finalement à l'été 2021, en raison de la crise sanitaire mondiale, liée à la pandémie du nouveau coronavirus.

RUGBY À VII

Le Mondial 2022 du 9 au 11 septembre en Afrique du Sud (World Rugby)

La Fédération internationale World Rugby a annoncé mardi que la prochaine Coupe du monde de rugby à VII se déroulera du 9 au 11 septembre 2022 au Cap (Afrique du Sud).

Une compétition pour laquelle huit nations sont déjà qualifiées chez les messieurs et cinq autres pour l'épreuve des dames, a encore précisé la même source.

Cette édition (ndlr, la huitième pour les messieurs et seulement la quatrième pour les dames) réunira un total de vingt-quatre sélections masculines et seize féminines, qui joueront au Cape Town Stadium, d'une capacité de 57.654 places.

Les huit équipes déjà assurées d'y participer chez les messieurs sont les mieux classées de la précédente édition, organisée en 2018 à San Francisco. Il s'agit de la Nouvelle-Zélande, double championne du monde en titre, de l'Angleterre, finaliste, de l'Afrique du Sud, des Fidji, de l'Argentine, des Etats-Unis, de la France et de l'Ecosse. Dans le tournoi des dames, les quatre meilleures équipes du Mondial-2018, qui



ont déjà obtenu leur billet sont : la Nouvelle-Zélande, double tenante du titre, la France, finaliste, l'Australie et les Etats-Unis, alors que l'Afrique du Sud est qualifiée en tant que pays-hôte.

Il reste donc seize places disponibles pour le tournoi messieurs et onze pour la compétition féminine.

Elles seront réparties lors de tournois de qualification régionaux, organisés en Europe, en Océanie, en Asie, en Amérique du Sud et du Nord, ainsi qu'en Afrique, a encore précisé World Rugby dans un communiqué.

Les étapes du circuit mondial ne feront plus partie du parcours de qualification pour le Mondial, a par ailleurs souligné l'instance dirigeante du rugby mondial.

Chez les messieurs, la Nouvelle-Zélande est la nation la plus titrée depuis la première Coupe du monde en 1993 avec trois sacres, dont les deux dernières éditions en 2013 (Russie) et 2018.

L'équipe féminine aussi est la plus titrée, remportant en 2013 et 2018 deux des trois Mondiaux organisés jusque-là.

ELECTION DE CHARAF-EDDINE À LA TÊTE DE LA FAF Infantino présente ses félicitations et apporte son soutien

Le président de la Fédération internationale de football (FIFA) Gianni Infantino, a présenté ses félicitations au président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, après son élection à la tête de l'instance fédérale le 15 avril dernier, a indiqué la FAF lundi dans un communiqué.



"Vos connaissances, votre leadership et votre expérience, auront sans aucun doute un impact sur le développement de notre beau jeu dans votre pays.

Convaincu du potentiel du football en Algérie, vous pouvez compter sur mon soutien personnel et sur l'aide de la FIFA pour atteindre cet objectif.

Les portes de -Home

Fifa-vous seront toujours ouvertes", a écrit le patron de l'instance internationale dans sa lettre de félicitation.

Amara Charaf-Eddine, unique candidat, a été élu à la tête de la FAF le 15 avril dernier, en remplacement de Kheireddine Zetchi, qui a décidé de ne pas briguer un second mandat.

Gianni Infantino n'a

pas omis de souhaiter "bonne chance et plein succès pour tous les défis qui attendent" le nouveau président de la FAF et son équipe, "afin que vous puissiez créer et être témoin d'un héritage durable pour l'avenir du football en Algérie", conclut la lettre de félicitation, publiée sur le site de la FAF.

Pour rappel, Amara

Charaf-Eddine et Gianni Infantino se sont rencontrés à Doha (Qatar), en avril dernier, en marge du tirage au sort de la Coupe arabe 2021 de la Fifa, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre.

Charaf-Eddine a profité de cette rencontre pour inviter Gianni Infantino à se rendre en Algérie.

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE (QUARTS DE FINALE - ALLER) Quatre joueurs algériens dans l'équipe type de la CAF

Trois joueurs du CR Belouizdad : Mokhtar Belkhit, Zakaria Draoui, et Amir Sayoud, ainsi qu'un joueur du MC Alger : Miloud Rebiaï, ont été retenus dans l'équipe type des 1/4 de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputés vendredi et samedi, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) lundi soir sur son compte officiel Twitter.

Le MCA n'a pas fait mieux qu'un match nul vendredi à domicile face aux Marocains du WA Casablanca (1-1), alors que le Chabab a réalisé une excellente opération en s'imposant samedi au stade du 5-juillet face aux Tunisiens de l'ES Tunis (2-0).

Pour rappel, la CAF a annoncé lundi avoir retenu les deux milieux de terrains : Miloud Rebiaï (MC Alger) et Zakaria Draoui (CR Belouizdad), pour le titre du joueur du week-end, à l'occasion des 1/4 de finale (aller).

Les deux joueurs algériens se sont illustrés avec leurs clubs respectifs.

Rebiaï a pu éviter à son équipe la défaite, en égalisant face au WAC, alors que Draoui a été l'un des artisans du succès du Chabab à domicile face à l'ES Tunis (2-0), en marquant un but et délivrant une passe décisive. Les quarts de finale retour se joueront samedi prochain.

Les quarts de finale retour se joueront samedi prochain. L'équipe type des 1/4 de finale (aller) :

Gardien : Mohamed El-Shenawi (Al-Ahly)

Défenseurs : Mokhtar Belkhit (CR Belouizdad), Yahya Attiat (WA Casablanca), Miloud Rebiaï (MC Alger), Eric Matoho (Kaizer Chiefs)

Milieux : Yahia Jabrane (WA Casablanca), Aliou Dieng (Al-Ahly), Samir Sayoud (CR Belouizdad), Zakaria Draoui (CR Belouizdad)

Attaquants : Samir Nurkovic (Kaizer Chiefs), David Castro (Kaizer Chiefs).

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/4 DE FINALE) JSK - CS SFAXIEN Iboud : "C'est à Lavagne et aux joueurs de décider où disputer la manche retour"

La décision de "recevoir les Tunisiens du Club Sportif Sfaxien au stade du 5-Juillet" lors du match retour des quarts de finale de la Coupe de la Confédération "relève du domaine technique, et ce sera donc aux joueurs et à leur entraîneur, Denis Lavagne, de la prendre", a considéré lundi à Alger le porte-parole de la JS Kabylie, Miloud Iboud. "Ce sont l'entraîneur Denis Lavagne et ses joueurs qui seront sur le terrain le jour du match.

Ils sont donc les seuls habilités à choisir le terrain qu'ils pensent être le meilleur dans la perspective d'une qualifi-

cation. En tout cas, ce qui est sûr est que la direction du club ne compte rien leur imposer dans ce sens. Bien au contraire, elle est prête à satisfaire leur demande, quelle qu'elle soit" a assuré l'ancien défenseur central des Canaris en marge du tirage au sort des quarts de finale de la Coupe de la Ligue, effectué lundi au siège de la FAF.

Habitué des grands rendez-vous continentaux, la JSK a presque toujours disputé les tours avancés au stade du 5-Juillet, comme ce fut le cas au début des années 2000, pendant lesquels elle avait

remporté trois Coupes de la CAF consécutives dans le grand stade olympique d'Alger. Aujourd'hui que le club a atteint les quarts de finale de l'édition 2020-2021, des bruits ont commencé à circuler sur la possibilité de le voir délaissier le stade du 1er-Novembre, où il avait disputé les tours précédents, pour prendre ses quartiers au 5-Juillet.

La JSK s'était imposée en déplacement lors du match aller (1-0), ce qui la place dans une position favorable dans la perspective d'une qualification en demi-finale.



L'entraîneur du MC Oran, Kheireddine Madoui, a indiqué, mardi, qu'il était satisfait des résultats du tirage au sort des quarts de finale de la coupe de la ligue, surtout par rapport au fait que son équipe ait pour l'occasion l'avantage de recevoir le WA Tlemcen sur son terrain.

"Mon souhait de jouer à domicile a été exaucé. Ce sera certes un avantage de taille, mais cela ne veut nullement dire que nous sommes déjà

COUPE DE LA LIGUE (1/4 DE FINALE) MC ORAN L'entraîneur Madoui soulagé par les résultats du tirage au sort

qualifiés", a indiqué à l'APS le coach sétifien de la formation phare de la capitale de l'ouest.

Le MCO, auteur jusque-là d'un parcours très honorable en championnat de ligue 1 de football comme l'atteste sa troisième place au classement après 21 journées, a joué ses deux précédentes rencontres en coupe de la ligue à Bordj Bou Arreridj et Relizane respectivement, rappelle-t-on.

"Nous avons consenti d'énormes efforts pour atteindre ce stade de la compétition en effectuant deux déplacements en plein mois de Ramadhan. Le fait de se produire cette fois-ci à domicile nous soulage au plus haut point", s'est réjoui l'ancien défenseur international.

La réceptivité du WAT lors des quarts de finale intervient également au moment où les "Hamraoua" auront enchaîné trois matchs en championnat dans l'espace de huit jours. Une programmation qui donne des soucis à leur entraîneur. Cet état de fait oblige d'ailleurs Kheireddine Madoui à songer à la meilleure manière pour bien gérer cette série de rencontres qui attend les siens aussi bien en championnat qu'en coupe de la ligue, a-t-il précisé.

Il faut dire, en outre, que le patron technique du MCO, qui avait remplacé le Français, Bernard Casoni, au milieu de la phase aller, nourrit de grandes ambitions sur cette coupe de la ligue dont le vainqueur représentera l'Algérie

la saison prochaine en coupe de la Confédération africaine de football. En plus du fait que ce technicien souhaite permettre aux Oranais de renouer avec les consécérations qui les fuient depuis 1995, il a fait savoir que la coupe de la ligue, relancée cette saison en remplacement de la coupe d'Algérie, demeure le seul trophée qui manque à son palmarès après avoir perdu deux finales avec l'ES Sétif et l'Etoile du Sahel en Tunisie.

En revanche, ce technicien de 49 ans est le seul coach algérien à avoir gagné la prestigieuse ligue des champions africaine, sous sa formule actuelle, quand il avait mené l'ESS, le club de sa ville natale, à décrocher ce trophée en 2014.

LIGUE 1 (NA HUSSEÏN-DEY) L'entraîneur Dziri quitte à l'amiable, Bouzidi ou Ighil pour lui succéder

La direction du NA Hussein-Dey et l'entraîneur Dziri Billel, ont trouvé lundi un accord pour une séparation à l'amiable, après quatre mois de collaboration, a appris l'APS auprès du pensionnaire de Ligue 1 algérienne de football.

Le départ de Dziri, qui n'est pas à son premier passage au Nasria, intervient au lendemain du match nul concédé dimanche à domicile face à l'US Biskra (1-1), dans le cadre de la 21e journée du championnat.

Dziri avait rejoint le NAHD en janvier dernier, en remplacement de Nadir Leknaoui, démissionnaire, suite aux mauvais résultats enregistrés par les "Sang et Or" en début de la saison en cours.

L'arrivée de Dziri n'a rien changé, puisque le club algérien n'a plus gagné en championnat depuis le 26 février dernier, à domicile face au RC Relizane (3-0). Au classement, le NAHD occupe la peu reluisante 16e place avec 20 pts, à égalité de points avec le premier reléguable l'USB.

Deux noms reviennent avec insistance pour reprendre la barre technique du NAHD, qui ont la particularité d'avoir déjà dirigé les "Sang et Or" : il s'agit de Youcef Bouzidi et de Mezian Ighil.

Éliminé en 1/8 de finale de la Coupe de la Ligue, le NAHD amorcera sa mission de sauvetage, en effectuant un déplacement à l'Est pour défier l'AS Aïn M'liha, samedi prochain, à l'occasion de la 22e journée.

APS

LIGUE 1

La LFP compte sur la "coopération" des clubs pour finir la saison dans de "bonnes conditions"

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué lundi qu'il comptait sur la "compréhension" et "coopération" des clubs pour pouvoir terminer la saison 2020-2021, impactée par le Covid-19, "dans de bonnes conditions".

"Il s'agit d'une situation exceptionnelle, avec ses contraintes et ses imprévus.

Il est donc indispensable d'unir nos forces et de coopérer pour pouvoir y faire face, et terminer notre championnat dans de bonnes conditions", a déclaré Medouar, en marge du tirage au sort de la Coupe de la Ligue, effectué lundi à Alger.

"Avant la pandémie, nous démarrions notre championnat à la fin du mois d'août et il fallait compter la fin mai, voire le début juin, pour terminer.

Et encore, à ce moment là, il n'y avait aucune contrainte liée à la pandémie du nouveau coronavirus et le championnat ne comptait pas 38 journées", a commencé par rappeler le président de la LFP.

"Cette année, le championnat a démarré fin novembre, avec un programme de 38 journées, et avec de nombreuses contraintes liées à la pandémie du nouveau coronavirus.

Il est donc quasi impossible que cet exercice se termine au mois de juin, comme lors des années précédentes", a-t-il encore tenu à faire savoir.

Ainsi, Medouar a considéré que "le seul moyen pour surmonter cette difficulté, c'est une implication directe des différentes parties prenantes, particulièrement de la part des clubs, en évitant de chambouler le programme établi, à travers des demandes de report non justifiées".

"Certains clubs ont pris l'habitude de demander le report d'un match juste parce qu'un de leurs joueurs a été convoqué en équipe nationale,



comme si le sort de toute l'équipe en dépendait.

Il y a aussi les clubs engagés dans les épreuves continentales et qui ont pris l'habitude aussi de demander des ajournements de leurs matchs de manière excessive.

Tout cela, dans la conjoncture actuelle, on ne peut plus se le permettre", a-t-il assuré.

A ce propos, le premier responsable de la LFP a tenu à "saluer le professionnalisme de l'entraîneur de la JS Kabylie, Denis Lavagne, qui a demandé à ce que son match contre le MC Oran soit avancé, et non reporté".

Une initiative "louable" selon Medouar, qui a souhaité que "les autres clubs en fasse de même, pour permettre au championnat de se terminer dans de bonnes conditions".

Concernant les quarts et demi-finales de la Coupe de la Ligue, le président de la LFP a expliqué qu'il a été décidé de les organiser en un seul match, et non pas en aller et retour comme cela se faisait avant pour la Coupe d'Algérie, afin "d'alléger le calendrier", en réduisant le nombre de rencontres.

"J'espère que le vainqueur de cette épreuve qui a remplacé Dame Coupe cette année aura droit à la même récompense que s'il avait remporté la Coupe d'Algérie.

Ce qui serait une bonne chose pour le portefeuille du club, surtout en ces temps difficiles".

Interrogé à propos des dates auxquelles se joueront les quarts et demi-finales de cette Coupe de la Ligue, Medouar a

indiqué qu'elles n'ont pas encore été arrêtées en expliquant que pour ce faire, il doit se concerter avec les clubs et les autres parties prenantes, pour éviter d'éventuels chevauchements avec les autres événements.

LIGUE 2

La 22^e et dernière journée fixée au 26 juin

La 22^e et dernière journée du championnat de Ligue 2 se jouera le samedi 26 juin prochain, a annoncé lundi la Ligue nationale de football amateur (LNFA) sur son site officiel.

La 16^e journée de la compétition, dans les trois groupes Centre, Est et Ouest, se déroulera mardi, suivie quatre jours plus tard par le déroulement de la 17^e journée.

A l'issue de la 22^e et dernière journée de championnat, les clubs classés à la 1^{re} place de chacune des trois poules joueront entre elles un mini championnat en aller simple, sur terrain neutre et à huis clos.

Au terme de la dernière journée de ce mini championnat, les deux premiers au classement final accéderont en Ligue 1 professionnelle.

Pour ce qui est de la rétrogradation, les équipes classées aux quatre dernières places de chaque groupe (9^e, 10^e, 11^e, 12^e) seront reléguées en division inter-régions (Div.3).

Voici par ailleurs les dates des 7 dernières journées de championnat:

16^e journée : mardi 18 mai

17^e journée : samedi 22 mai

18^e journée : jeudi 27 mai

19^e journée : mardi 1^{er} juin

20^e journée : samedi 5 juin

21^e journée : samedi 19 juin

22^e journée : samedi 26 juin.

BORDEAUX Zerkane dans le viseur d'Aston Villa



Le milieu international algérien des Girondins Bordeaux (Ligue 1 française de football) Mehdi Zerkane, est convoité par le pensionnaire de la Premier league anglaise de football, Aston Villa, en vue d'un éventuel recrutement l'été prochain, rapporte lundi l'Equipe.

Suivi depuis trois mois par Aston Villa, le club anglais avait de nouveau dépêché un émissaire dans les tribunes bordelaises, à l'occasion de la réception du RC Lens (3-0) en championnat dimanche soir, match au cours duquel le joueur algérien a inscrit le 3^e but dans le temps additionnel (90'+1). Un succès qui devrait permettre aux Bordelais (14^e, 42 pts) d'assurer leur maintien parmi l'élite.

Selon la même source, les Villans ont déjà pris contact avec l'entourage du joueur.

Polyvalent, Zerkane (21 ans), est apparu à 26 reprises en championnat cette saison. Son contrat, qui court jusqu'en 2024, ne serait pas de nature à "effrayer" les Anglais, qui pourraient adresser une première offre à l'issue de la saison, selon l'Equipe.

Zerkane, qui avait opté pour la sélection algérienne aux dépens du Maroc, a signé sa première sélection avec les Verts en novembre 2020, lors de la victoire décrochée au stade du 5-juillet face au Zimbabwe (3-1), pour le compte de la 3^e journée des qualifications de la CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022.

APS

LIGUE 1 - RC RELIZANE

Les réserves de l'ESS sur Koukhir inquiètent le staff technique (entraîneur)

Le staff technique du RC Relizane "est sérieusement inquiet" après les réserves formulées par l'ES Sétif à l'encontre de son joueur Koukhir lors de la rencontre entre les deux équipes, dimanche passé dans le cadre de la 21^e journée de la Ligue 1 de football.

"Nous croisons vraiment les doigts de crainte de subir une sanction dans cette affaire du joueur Koukhir.

Si on venait de perdre ce match sur tapis vert, on se retrouverait dans une situation compliquée au classement", a déclaré, mardi à l'APS, l'entraîneur adjoint Sebah Benyacoub.

Le "Rapid", qui a traversé une zone de turbulences au cours de la trêve qu'a observée le championnat en avril dernier, a été accroché à domicile par le leader sétifien (2-2), enchaînant sa troisième contre-performance de suite depuis son retour à la compétition.

L'équipe ayant perdu ses deux premiers matchs contre le Paradou AC et le MC Oran, respectivement en championnat et coupe de la ligue.

"Franchement, on n'a pas besoin d'autres problèmes qui risquent de nous porter davantage préjudice. J'espère que le secrétaire du club n'a pas commis une bêtise en nous auto-

risant à faire jouer Koukhir contre l'ESS", a encore dit le "bras droit" de Si Tahar Cherif El Ouezani à la barre technique de la formation de l'ouest du pays.

Les Sétifiens affirment que Koukhir n'avait pas le droit de participer au match en question car ayant cumulé quatre cartons jaunes avant cette partie, synonymes de suspension automatique, rappelle-t-on. Par ailleurs, l'entraîneur adjoint du RCR a déploré la situation financière prévalant au sein de son club. Celle-ci avait conduit à des grèves à répétition des joueurs. Il a fait savoir à ce propos que l'ensemble de l'effectif de l'équipe, dont les membres du staff technique, a eu droit seulement à un seul salaire depuis l'intersaison, soit depuis sept mois.

"Cette situation n'est pas faite bien sûr pour motiver le groupe à atteindre son objectif qui est le maintien", a prévenu l'ancien milieu de terrain du MC Oran.

Le RCR, qui a retrouvé l'élite cette saison, effectuera, samedi, un déplacement périlleux à Béchar pour affronter la JS Saoura, deuxième au classement du championnat, pour le compte de la 22^e journée, un match que le même technicien a qualifié de "très difficile".

L'avenir de Zidane tout tracé ?

L'entraîneur madrilène pourrait retourner à Turin en fin de saison selon plusieurs sources. Alors qu'il a récemment laissé entendre qu'il pourrait quitter le Real en fin de saison, si son président Florentino Pérez souhaite se séparer de lui, Zinedine Zidane n'aurait aucune inquiétude à se faire pour son avenir. Selon la presse italienne, le coach français serait plus que jamais la priorité des dirigeants de la Juventus pour venir remplacer Andrea Pirlo. Alors que le club turinois connaît une saison catastrophique, la Juve voudrait tout faire pour attirer Zinedine Zidane. Plusieurs sources assurent d'ailleurs que le coach français serait également très intéressé à l'idée de retrouver son ancien club cet été en cas de départ de Madrid.



LE CHANT DU DÉPART POUR WILLIAN ?

Guère à son avantage depuis le début de la saison 2020-2021, Willian ne devrait pas s'éterniser dans l'effectif d'Arsenal. En difficulté sous les ordres de Mikel Arteta, le milieu de terrain offensif brésilien devrait quitter les Gunners durant le prochain mercato estival, d'après les informations de Sky Sports. Les dirigeants londoniens seraient dans l'attente d'offres officielles pour le footballeur de 32 ans, débarqué libre l'été dernier suite à son départ de Chelsea. Sous contrat jusqu'en juin 2023, Willian a disputé 37 matches toutes compétitions confondues, pour un maigre bilan d'un but et de sept passes décisives pas à la hauteur de son pedigree et de ses prestations passées avec les Blues. Si la tendance se confirme, l'international brésilien rejoindrait la liste des joueurs d'Arsenal amenés à se trouver un nouveau point de chute à l'intersaison. Bernd Leno, Hector Bellerin, Granit Xhaka et David Luiz devraient être invités à changer d'air dans ces prochains mois. Après une saison 2020-2021 très difficile, qui ne permettra pas aux coéquipiers de Pierre-Emerick Aubameyang d'acquiescer une qualification pour la prochaine Ligue des champions, le club qui évolue à l'Emirates Stadium vise un dégraissage conséquent pour tenter de repartir sur de meilleures bases.

TRIPPIER PARMIS LES PISTES DU PSG

Le PSG est à la recherche d'un arrière droit pour la saison prochaine et un nouveau nom est apparu dans plusieurs médias étrangers ce jour : celui de Kieran Trippier, sous contrat avec l'Atlético Madrid jusqu'en juin 2022 seulement.

L'option d'achat d'Alessandro Florenzi ayant très peu de chances d'être levée par le PSG vu les performances trop limitées du latéral italien de 30 ans, le PSG se cherche un nouvel arrière droit sur le marché des transferts et un nouveau nom vient d'apparaître dans la liste des joueurs pistés, celui de Kieran Trippier. L'Anglais de 30 ans est sous contrat avec l'Atlético Madrid jusqu'en 2022 seulement et ce sont deux sources étrangères qui en parlent, à savoir les Anglais de The Athletic et les Espagnols d'AS. Selon ces deux sources qui publient un article dans l'ensemble assez similaire, le PSG fait partie des clubs intéressés par Trippier et se retrouve en concurrence avec Manchester United sur ce dossier, un très gros concurrent sachant que la préférence de l'arrière droit de 30 ans serait de retourner en Angleterre s'il devait quitter Madrid selon The Athletic. Le joueur qui a joué de façon très régulière depuis son arrivée à l'Atlético à l'été 2019 n'est pas certain de son futur mais se dirigerait plutôt vers un retour au pays d'après la même source.

L'Atlético voudrait bien le prolonger mais cela ne semble pas vraiment intéresser le latéral droit, et son club pourrait en profiter pour le mettre sur le marché puisque Trippier arrive au bout de son contrat de trois ans en juin 2022. Autrement dit, l'été 2021 est la dernière fenêtre pour vendre un joueur sur lequel le club madrilène avait investi près de 20M € à l'été 2019. Malgré une clause libératoire fixée à 60M € selon AS, le montant d'un éventuel transfert serait bien évidemment bien moindre. A noter que The Athletic cite aussi deux autres noms que le PSG suivrait au même poste, à savoir celui bien connu de Serge Aurier (Tottenham) et celui de Hector Bellerin (Arsenal), régulièrement cité à Paris l'été dernier et plus que jamais sur le départ. Trois joueurs que Maurizio Pochettino connaît très bien : il a coaché Aurier et Trippier à Tottenham et régulièrement affronté Bellerin.



MAN UNITED SURVEILLE SVEN BOTMAN

Depuis plusieurs saisons, Manchester United tente de trouver sa charnière centrale mais aucun joueur ne parvient à réellement convaincre. Il est fort probable que lors de ce nouveau mercato les Red Devils cherchent à trouver un élément capable de renforcer le secteur défensif des Mancuniens. Selon les informations de Manchester Evening, les dirigeants du club anglais apprécieraient le profil de Sven Botman. La direction de Manchester United aurait fait du défenseur de 21 ans sa priorité. Le joueur du LOSC avait récemment fait part de son envie de jouer de l'autre côté de la Manche lors d'un entretien accordé à The Athletic. "Je mentirais si je disais que cela ne m'intéresse pas. (...) Si je suis honnête, la Premier League est l'un des championnats dont je rêve..." avait déclaré le Néerlandais.

Ronaldo s'en va, la preuve !

L'attaquant Cristiano Ronaldo est pressenti pour quitter la Juventus Turin cet été, à un an du terme de son contrat. Nouvelle preuve à l'appui. « Cristiano est fier du titre remporté par le Sporting, il l'a exprimé publiquement. Mais pour le moment, ses plans de carrière ne passent pas par le Portugal », a réagi son agent Jorge Mendes, douchant les espoirs des supporters lisboètes qui espéraient son retour. S'il ne désire pas retourner à Lisbonne où il s'était révélé, son départ de Turin cet été reste toutefois d'actualité. Il le sera d'autant plus si la Juventus termine à la 5e place de Serie A (son classement actuel à la veille de la dernière journée) ce qui la privera de Ligue des Champions la saison prochaine. Difficile de concevoir Ronaldo se contenter de la League Europa... Un indice est venu renforcer la conviction de ceux qui pensent que le quintuple Ballon d'Or va quitter le Piémont cet été, trois ans après son arrivée en provenance du Real Madrid.

PRÉSIDENTE

Médiateur de la République: fin de fonction pour Karim Younes, nomination de Brahim Merad

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi deux décrets présidentiels le premier mettant fin aux fonctions du médiateur de la République, Karim Younes et le second portant nomination de Brahim Merad à cette fonction, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi un décret présidentiel mettant fin aux fonctions du médiateur de la République, Karim Younes", a précisé la

même source. "Le Président a signé également un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Merad au poste de médiateur de la République", a ajouté la même source.



GRÈVE DU 19 MAI 1956 L'esprit patriotique libéré

L'évocation de la grève du 19 Mai 1956 rappelle la contribution du lycée Bencheneb, baptisé à la mémoire de l'éminent Mohamed Bencheneb, auteur prolifique et polyglotte, à la glorieuse révolution de novembre 1954.

L'histoire de ce lieu de savoir, qui a accueilli les meilleurs élèves et comptait en son sein un encadrement de haut niveau, est étroitement liée à cette page de l'histoire contemporaine de l'Algérie où des jeunes étudiants, épris de justice, nourris des idéaux du mouvement national, avait décidé de franchir un pas, que d'autres n'avaient pas le courage de faire, celui d'abandonner les bancs du lycée et participer, aux côtés du reste de la population, à la guerre de libération.

Le 19 Mai 1956 marque le début d'un tournant dans la vie de ces élèves qui ont préféré renoncé à l'enseignement qui recevaient dans ce prestigieux lycée, situé en plein centre-ville de Médéa, resté, pourtant, à l'abri des bruits de la guerre, pour se jeter corps et âmes dans les bras de la révolution. La décision n'a sûrement pas été facile pour ces jeunes élèves, arrivés au dernier palier d'un cursus éducatif qui va leur ouvrir les portes de l'université, suprême consécration pour ceux qui ont eu la possibilité d'intégrer un établissement d'enseignement.

Or, l'appel de la nation sera plus fort, convaincu de la noblesse de la cause défendue.

La grève est venue libérer l'esprit patriotique qui couvait parmi les étudiants, à Alger, et les élèves que nous étions, partagés entre les cours au lycée Bencheneb et ceux des médersas de la ville de Médéa, avait déclaré, il y a quelques années, le défunt Bachir Rouis, ancien ministre de l'information, ex-détenu du centre d'internement "Camp Moran", à Boghar, qui faisait partie d'un groupe de lycéens ayant rejoint le maquis, au lendemain de cette grève.

Quatre-vingt jeunes élèves du lycée Bencheneb avaient décidé de quitter les bancs du lycée et rallier les troupes de l'armée de libération nationale (ALN),

qui écumait les maquis de la wilaya Iv historique. Les élèves étaient regroupés dans plusieurs endroits où ils allaient suivre une formation militaire de base, en prévision de leur affectation vers les nombreuses zones de combat, certains étaient stationnés provisoirement dans les maquis de l'Atlas Blideen, notamment à la "Zaouia El-Ouazane", qui servait de base de transit, d'autres à Ouzera et Ouled Bouachraa, respectivement à l'est et l'ouest de Médéa, qui faisait partie de la zone II de la wilaya Iv historique.

Ce basculement de la vie civile et le confort de la ville, vers un monde nouveau plein de danger et de périls, surtout pour des élèves, peu habitués aux bruits des armes et des détonations, au régime strict du maquis, était une décision difficile et aux conséquences incertaines pour ces jeunes lycéens.

Le départ pour les maquis signifiait, selon les propos du défunt Bachir Rouis, "la rupture définitive avec le système colonial dans lequel vivait le peuple algérien". Du groupe des "80", qui ont renoncé aux études pour prendre les armes contre l'occupant, il reste peu de survivants. La majorité d'entre eux sont morts en martyrs, dès les premières années du maquis, comme les chahids Imam Ilyes, un coureur de demi-fond, maintes fois primés, qui dirigea, au maquis, le groupe de commandos "Djamel", tombé au champ d'honneur en 1958, alors que d'autres avaient survécus et exercé, à l'indépendance, diverses fonctions, tels que l'ancien directeur local de la jeunesse et des sports, Noureddine Enfoussi, membre fondateur du club phare du Titteri l'olympique de Médéa (OM), décédé en 2019.

Certains de ceux qui n'ont pas eu le privilège et l'honneur de mourir les armes à la main en défendant la terre spoliée de leurs ancêtres, se sont retrouvés dans des centres d'internement, à l'image du tristement célèbre "Camp Morand", à la périphérie de la ville de Ksar-el-Boukhari, sud de Médéa, transformé pen-

dant des années en un lieu de "non-droit" où les pires exactions étaient commises.

Des milliers d'algériens, combattants ou civils, avaient transité par ce centre de détention, ouvert en 1939, et beaucoup n'ont pu en ressortir vivants, selon les témoignages d'anciens internés qui ont passé de très longues périodes d'emprisonnement, tels que Belkacem Metidji, un ancien élève du Lycée Bencheneb, interné en 1959 et libéré en avril 1962, ou l'ex secrétaire général du parti du front de libération nationale (FLN), Boualem Benhamouda, qui avaient témoigné, à diverses occasions, sur certains faits "répressibles" et "condamnables" commis contre les internés du "Camp Morand".

Ils ont cité, notamment, "les cas fréquents de torture et d'exécution extrajudiciaire", dont l'une des victimes n'était autre que feu Aissat Idir, militant syndicaliste, interné de force et exécuté de sang-froid, quelques jours après sa libération de prison. 65 ans après ce geste patriotique, les témoignages des acteurs de l'époque, laissés, à titre posthume pour certains, aux générations nouvelles, renseignent sur la portée d'un acte qui va bouleverser le cours des événements et donner un souffle nouveau à la révolution, à travers l'adhésion d'une catégorie de la société qui a préféré quitter sa zone de confort et s'investir pleinement dans le combat libérateur.

La grève des étudiants, déclenchée deux ans et demi après le début de la révolution de novembre 1954, a eu, de l'avis des hommes qui étaient aux premières lignes et, plus tard, des historiens et chercheurs, un impact important sur l'avenir du combat pour la libération du pays du joug colonial. Le ralliement en masse des étudiants et des élèves des lycées témoignent du degré très élevé de la conscience politique des jeunes lettrés qui ont accepté le sacrifice suprême et non pas hésité, un seul instant, à se mettre au service de la cause nationale.

APS

ALGÉRIE - IRAN

M. Salah Goudjil s'entretient avec le président l'Assemblée consultative de la République islamique d'Iran

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a évoqué mardi, dans un entretien téléphonique, avec le président l'Assemblée consultative islamique de la République islamique d'Iran, Mohammad Baqer Ghalibaf, la coopération parlementaire entre les deux pays et la situation dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la ville d'El Qods, indique un communiqué du Conseil de la Nation.

Les présidents des deux Chambres parlementaires ont entamé leurs entretiens par l'examen de l'état des relations parlementaires entre le Conseil de la Nation et l'Assemblée consultative islamique iranienne, exprimant leur "volonté commune de promouvoir ces relations et de renforcer la coordination et la concertation ainsi que l'échange de visites de délégations dans le cadre des groupes d'amitié et de fraternité parlementaires".

L'objectif étant "d'accompagner les efforts des Présidents des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue iranien, M. Hassan Rohani, visant à développer le partenariat et les échanges bilatéraux dans divers domaines de coopération". Les entretiens entre les présidents des deux chambres parlementaires ont englobé, par ailleurs, "les développements de la situation en Palestine occupée qui subit ces derniers jours une agression barbare de la part de l'entité sioniste, visant essentiellement les civils sans défense, portant atteinte à la sacralité et à l'intégrité du lieu Saint d'El Qods et chassant les palestiniens de leurs demeures et de leurs terres dans la Ville Sainte". Les deux parties ont réitéré à cette occasion leur "ferme condamnation de ces lâches et viles agressions et agissements", dénonçant "le silence et l'inertie de la communauté internationale face à cet agression qui viole tous les us, lois et résolutions internationales".

MM. Goudjil et Baqer Ghalibaf ont appelé le groupe arabo-islamique à "déployer plus d'efforts afin de mettre un terme à l'agression sioniste contre le peuple palestinien" et convenu d'une "possible" réunion le 24 mai de la commission de la Palestine relevant de l'organisation des assemblées des pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), dont le siège se trouve à Téhéran.

PALESTINE

Réunion jeudi de l'AG de l'ONU à l'initiative de l'Algérie et du Niger

L'Assemblée générale de l'ONU tiendra jeudi une réunion, initiée par l'Algérie et le Niger, pour examiner la situation en Palestine où les bombardements israéliens ont fait quelques 200 morts, dont au moins 58 enfants, a-t-on appris lundi auprès de la délégation algérienne à New York.

L'ambassadeur d'Algérie à l'ONU Sofiane Mimouni, président du Groupe Arabe pour le mois de mai, et le représentant du Niger, Abdou Abbarry, dont le pays assure la présidence de l'Organisation de la coopération islamique, ont conjointement remis une lettre au président de l'Assemblée générale de l'ONU, Volkan Bozkir, pour demander la convocation d'une réunion sur la Palestine avant la fin de la semaine en cours.

Lundi, Volkan Bozkir a indiqué dans un tweet qu'il allait convoquer une réunion de l'AG de l'ONU pour jeudi prochain à 10 h à la demande de l'Algérie et du Niger pour discuter de la situation désastreuse en Palestine.

La réunion de l'Assemblée générale intervient face à la paralysie du Conseil de sécurité qui n'arrive pas à se prononcer sur la situation grave qui prévaut à Gaza et dans les territoires palestiniens occupés ainsi que sur la répression à laquelle font face les palestiniens. La réunion permettra aux pays membres de l'ONU d'exprimer leurs positions sur la situation grave qui prévaut dans les territoires palestiniens occupés, y compris à al Qods et d'appeler tous les acteurs à assumer leurs responsabilités en vue de mettre un terme aux atrocités commises contre les palestiniens. L'Algérie a déployé d'intenses efforts, en sa qualité de président du Groupe Arabe pour mobiliser la communauté internationale, notamment les Nations Unies, en vue de se prononcer sur la situation en Palestine.

Après avoir et au nom du Groupe Arabe, l'Algérie avait demandé la convocation de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité qui s'est tenue dimanche et lors de laquelle elle a appelé à mettre un terme à la répression du peuple palestinien et à trouver une solution juste et durable à la question de Palestine conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.